LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7333 – LUNDI 4 JUILLET 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

عيد الاستقلال
جويلية 5
2022-1962

1962-2022 : 60 ANS D'INDÉPENDANCE

SOUBRESAUTS, SURSAUTS ET GLOIRE

Lire notre dossier en pages 2 à 14

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

Dans la nouvelle ère, la relation Chine-Algérie aura de plus belles perspectives

Par S.E.M. LI JIAN,
Ambassadeur de Chine en Algérie

C'est un grand honneur pour moi d'être accrédité en tant qu'Ambassadeur de Chine en Algérie. Ma venue à Alger coïncide justement avec la commémoration du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale algérienne. Je tiens, au nom du peuple chinois et en mon nom personnel, à adresser mes félicitations les plus chaleureuses au valeureux et grand peuple algérien à l'occasion de cet événement majeur.



L'Algérie est un pays pivot dans les régions africaine, du Moyen-Orient et méditerranéenne. Elle est aussi un important pays en développement. La Chine accorde une grande importance à la relation sino-algérienne, qui a toujours été indéfectible et solide comme le roc. L'amitié exceptionnelle entre la Chine et l'Algérie s'est enracinée dans leur lutte commune contre le colonialisme et l'impérialisme: la Chine est très fière d'avoir aidé et soutenu la Révolution algérienne, et reconnaissante à l'Algérie pour sa contribution majeure au retour de la Chine à l'ONU en 1971. Ces grands moments sont écrits dans les manuels d'histoire algérien et chinois et ne seront jamais oubliés par les deux peuples.

Depuis l'établissement diplomatique entre la Chine et l'Algérie en 1958, 4 ans avant l'indépendance algérienne d'ailleurs, les deux pays ont toujours été pionniers sur le plan du développement de leurs relations bilatérales. En effet, la Chine a été le premier grand pays non arabe à reconnaître le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA). Elle a envoyé sa première équipe médicale en Algérie en 1963, premier du genre en ce qui concerne son envoi d'équipes médicales vers l'étranger. La Chine et l'Algérie ont signé le document portant sur l'établissement du partenariat stratégique global en 2014 et il s'agit du premier partenariat stratégique global entre la Chine et un pays arabe. Après l'apparition du Covid-19, l'Algérie a été parmi les premiers pays à apporter des fournitures médicales à la Chine et, la Chine, en retour, a été le premier pays à offrir des vaccins anti-Covid à l'Algérie et à concrétiser, en partenariat avec l'Algérie, la fabrication locale de vaccins. En outre, la Chine reste le pays qui a offert le plus de vaccins à l'Algérie. Je suis tout prêt à oeuvrer ensemble avec nos amis algériens pour rendre nos relations bilatérales plus avant-gardistes.

La confiance politique mutuelle entre nos deux pays est totale et constitue le plus grand avantage pour le développement continu de nos relations. Nos deux pays se soutiennent fermement dans la défense conjointe de nos intérêts vitaux dans le but de préserver la souveraineté, l'intégrité territoriale et la dignité nationale. Nos deux pays sont aussi connus tous pour leur attachement aux principes. Et les principes guidant le développement des relations Chine-Algérie demeurent inchangés: respect mutuel, non ingérence dans les affaires internes, soutiens réciproques et gagnant-gagnant. Durant les 64 ans de relations diplomatiques entre les deux pays, la Chine et l'Algérie ont mené une coopération tous azimuts exemplaire qui a donné de nombreux fruits tangibles. Actuellement, nos deux pays sont tous les deux entrés dans une nouvelle ère. Je suis très heureux de voir l'édification de l'Algérie Nouvelle, sous la conduite de S.E.M. Abdelmadjid TEBBOUNE, Président algérien, progresser sans cesse. Côté chinois, tout le peuple travaille d'arrache-pied, sous la direction de S.E.M. XI Jinping, Président chinois, pour réaliser le rêve chinois du Grand Renouveau de la Nation chinoise. Durant cette nouvelle ère, la Chine est disposée à coopérer encore davantage avec l'Algérie dans les domaines des investissements, du commerce, des infrastructures, des mines et de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme, du transfert technologique, spatial et aéronautique, du numérique, de la culture et de l'éducation. J'ai la certitude que grâce à l'attachement des deux vaillants peuples à leur amitié exceptionnelle et à l'importance accordée par les dirigeants des deux grands pays à la relation bilatérale, les relations sino-algériennes auront de plus belles perspectives dans les domaines précités, et nos deux pays contribueront encore davantage à la préservation des intérêts communs des pays en développement et à la construction de la Communauté d'avenir partagé.

ILS ONT TRANSCENDÉ LA CRISE DU PPA-MTLD

Ces «22» qui ont fait le choix de la patrie

LA GRANDE épopée du 1er novembre 1954 ne fut possible si ce n'était la volonté de fer d'un groupe de militant du mouvement national qui a décidé de dépasser coute que coute l'impasse dans laquelle le parti PPA-MTLD c'était fourvoyé. Ils étaient 22 à transcender le conflit né une année plus tôt entre le doyen du mouvement Messali Hadj, fort de son passé militant et dont le charisme a été poussé à son paroxysme pour finir en culte de la personnalité et en zaïmisme, et le Comité central qui conteste les dérives du Zaïm et qui a décidé de découdre avec le «patriarche». Mu par cette volonté inébranlable de dépasser les contradictions du PPA-MTLD, ce groupe qui va entrer dans l'histoire sous le nom de «Groupe des 22», a bousculé l'ordre colonial en jetant les bases d'une des plus grandes révolutions du XXème siècle.

Et ce n'est pas un hasard si le plus gros des «troupes» qui allaient se réunir dans la maison du militant Lyes Derriche au Clos Salambier (El-Madania, actuellement) étaient issues de l'Organisation spéciale (OS), bras armé du PPA-MTLD, créée en 1947 pour préparer le soulèvement révolutionnaire. L'affaire de la poste d'Oran a précipité le démantèlement de cette organisation en 1950. Un noyau de cinq militant : Mostefa Ben Boulaïd, Mohamed Boudiaf, Mourad Didouche, Larbi Ben M'hidi et Rabah Bitat a décidé de passer à l'action. Celle-ci n'était envisageable qu'après la fin de la scission entre les deux factions du parti. L'heure était donc à l'unité et à l'action. La troisième voie sensée réunifier Messalistes et Centralistes se voulait révolutionnaire, c'était le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le CRUA qui verra le jour en mars 1954.

Les tentatives de médiations entre les deux factions rivales du parti ont été un échec. Ni Messali en résidence surveillée à Niort, ni les Centralistes de Abderrahmane Kiouane, Hocine Lahouel et Benyoucef Ben Khedda n'ont répondu favorablement aux sollicitations du CRUA. Ce dernier se devait de transcender ce blocage qui risquait d'être fatal pour le mouvement révolutionnaire. Et afin d'étudier la seule option qui reste sur la table que les membres du CRUA se réunissent le 24 juin 1954 autour d'un couscous dans la maison des Derriche.

Présidée par Ben Boulaïd, la réunion des «22» a posé les jalons d'une dynamique inéluctable : le processus révolutionnaire. Les anciens de l'OS, riche de leur expérience de clandestinité et d'organisation élaborée par Mohamed Belouizdad, ont longuement débattu l'option de la révolution. Les plaidoiries de Didouche, les recommandations rapportées par Boudiaf n'arrivent pas à convaincre certains militants qui formeront le groupe de Constantine. Ces militants réclament davantage de temps, afin d'adhérer pleinement à la révolution. Didouche dira en septembre 1954, à Constantine même que «ceux qui ne marchent pas avec nous nous seront pris par la France», un propos rapporté par Abdesselam Habbachi, membre de ce groupe dans ses mémoires.

Parmi les recommandations de la réunion du Clos Salambier, la création de cinq zones dirigées par les coordinateurs du CRUA : la zone 1 Aurès-Nememcha dirigée par Ben Boulaïd, la zone 2 Nord-Constantinois (Didouche), la zone 3 Kabylie qui devait être dirigée par Belkacem Krim (absent à la réunion), la zone 4 Algérois (Bitat) et zone 5 Oranie (Ben M'hidi). Boudiaf devait assurer la coordination avec la délégation extérieure au Caire (Aït Ahmed, Ben Bella et Khider).

La mise en place de principes généraux de la geste révolutionnaire allait codifier les rapports aux seins du commandement de la Révolution : l'approvisionnement en armes et provisions, le financement de la lutte et privilégier la lutte de combat. Autant de points que la réunion de juin allait affiner avec l'ultime réunion du 23 octobre 1954 au domicile de Mourad Boukachoura. Krim s'est joint au groupe des 5 devenant de facto le groupe des 6. Le CRUA allait se transformer en une nouvelle structure : le Front de Libération Nationale (FLN) avec son bras armé l'Armée de Libération Nationale (ALN), la date de la Toussaint, le 1er novembre est choisie pour être la date du début de la Révolution. Une proclamation signée par le Secrétariat général est rédigée, reproduite à la ronéo à Ighil Imoula avant d'être distribuée en Algérie pour atterrir en Egypte et lue à la radio Sawt al-Arab du Caire.

C'est dire que l'épopée d'un groupe a permis à un peuple de se lever tel un seul homme pour entreprendre la marche de l'histoire en lançant une levée révolutionnaire, des plus épique et héroïque du XXème siècle. Ces «22» ont choisi la patrie et non pas le parti (PPA-MTLD). Mohamed Boudiaf avait prévenu les centralistes récalcitrants de Blida : «la révolution on la fera, même avec les singes de la Chiffa». L'Histoire avec un grand H leur a donné raison. Après 7 ans de lutte et un million et demi de martyrs, l'Algérie recouvrait sa souveraineté et revenait de plein pied dans le concert des Nation.

Mahmoud Benmostefa

DANS SON MESSAGE ADRESSÉ AU PEUPLE ALGÉRIEN

Tebboune appelle à l'union de tous les algériens

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a appelé le peuple algérien « à se rassembler, à resserrer les rangs et à unifier le front interne, en vue de remporter la bataille du renouveau ».



« Je suis convaincu que, tout comme hier, le peuple algérien a pu vaincre une des plus grandes puissances coloniales et restaurer la souveraineté nationale, il est en mesure, aujourd'hui, de faire face à tous les défis et de consacrer, dans les faits, l'Algérie nouvelle », a dit le président Abdelmadjid Tebboune dans son message, adressé au peuple à l'occasion du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, et publié dans le dernier numéro de la revue El-Djeich.
Dans un éditorial signé par lui-même, le président de la République, ministre de la Défense et chef des forces armées, a souligné qu'il s'agit « d'une occasion pour nous de nous remémorer avec fierté et orgueil ce jour qui restera gravé dans notre mémoire collective pour l'éternité. Jour qui a couronné le militantisme du peuple algérien et son long, éprouvant et acharné combat pendant plus de cent trente années, au cours desquelles il a fait montre de ses capacités de résistance et de sa détermination sans faille à défendre sa terre et son honneur, avant d'être l'artisan d'une Révolution glorieuse, devenue un modèle de lutte pour la libération.
Pour Tebboune, « le devoir de gratitude envers les immenses sacrifices consentis par nos ancêtres m'amène à saisir cette opportunité pour rendre hommage et me recueillir à la mémoire des millions de nos valeureux Chouhada qui ont sacrifié leurs vies pour la libération de leur Patrie.
Après avoir rappelé les sacrifices des moudjahidate et moudjahidine et des martyrs du devoir national, Tebboune a estimé que « nous ne devons en aucun cas perdre de vue la situation désastreuse héritée par notre pays, à tous les niveaux, au lendemain de l'Indépendance, en particulier dans le domaine de l'éducation, dans la mesure où une grande majorité d'Algériens, à 90% illettrés, en avait été privée. Pour autant, cela n'a pas empêché le peuple algérien de faire face à cette situation et de relever des défis majeurs, en quelques années seulement, brisant ainsi les espoirs du colonialisme qui avait parié sur l'incapacité de notre pays à gérer ses affaires et à initier un processus d'édification tout aussi crucial que le combat libérateur ». « Inspiré par les principes de la glorieuse Révolution de Novembre, et compte tenu de notre attachement à la voie suivie par nos Chouhada et nos Moudjahidine et fidèles à notre démarche visant à imprimer un changement global qui permettra à notre pays une véritable renaissance dans tous les domaines, j'ai accordé la plus grande attention à la mémoire nationale, en l'intégrant dans les 54 engagements que j'ai pris devant le peuple » écrit encore le président Tebboune.
Il a ajouté que « cette question, qui est au cœur des préoccupations de l'Etat, est loin d'être un acte improvisé ou dicté par les circonstances, elle est un devoir national sacré ».
Selon le chef de l'Etat, « il y a un peu plus de deux ans, notre pays s'est résolument engagé dans une démarche de redressement global, reposant sur des actions mesurées et minutieusement réfléchies, en vue de rétablir la crédibilité des institutions de l'Etat et la confiance du peuple envers elles pour pouvoir, ainsi, relever les défis sur les plans économique et social ».
Tebboune a souligné que « notre pays a parachevé son édifice institutionnel pour se consacrer aux questions économiques. C'est ainsi que des réformes ont été mises en œuvre afin de redynamiser l'économie nationale, en accélérant son développement et en diversifiant nos exportations hors hydrocarbures, ce qui aura un impact positif sur le volet social ».
Dans son message, le chef de l'Etat a mis en exergue cet effort national visant à remettre le pays sur sa véritable voie et à lui redonner le statut qu'il mérite. « A cet égard, afin d'atteindre les objectifs fixés dans le volet visant à donner à l'industrie une place importante dans l'économie nationale, nous mettrons l'accent, dans la prochaine étape, sur la consolidation du tissu industriel national et le développement des industries militaires, de manière à pourvoir des postes d'emploi pour nos jeunes et aller vers l'exportation, après satisfaction des besoins du marché national », précise encore Tebboune.
Pour le président de la République, « parler de l'ANP m'amène à rendre un vibrant hommage aux personnels de nos forces armées qui veillent en permanence à défendre nos étendues frontières et à lutter contre le terrorisme et le crime organisé. A ce titre, j'adresse mes sincères salutations a nos vaillants hommes mobilisés au niveau des frontières, pour leurs louables efforts et leur dévouement pour défendre notre souveraineté nationale et notre intégrité territoriale ».
A cette occasion, Tebboune a renouvelé l'engagement à « poursuivre le processus de développement des capacités de l'Armée nationale populaire à tous les niveaux, à travers la poursuite de l'exécution du programme de développement de nos forces et, par la même, rehausser leurs aptitudes de combat et leur disponibilité opérationnelle pour être en phase avec les évolutions technologiques rapides. »
« Sur cette base, dans le but d'optimiser les performances des personnels de nos forces a armées, je continuerai d'accorder une grande importance à la formation au sein de l'Armée nationale populaire, avec ce que cela implique comme amélioration continue des programmes adoptés en matière de formation et de pédagogie, ainsi qu'à l'adaptation des diverses méthodes d'enseignement dans les différentes écoles de l'Armée nationale populaire, afin d'être au diapason des développements enregistrés dans le domaine technologique », écrit encore le président de la République.

Mohamed Kouini

COMMENTAIRE

Par ***Kamel Mansari***

Un pacte contre l'oubli

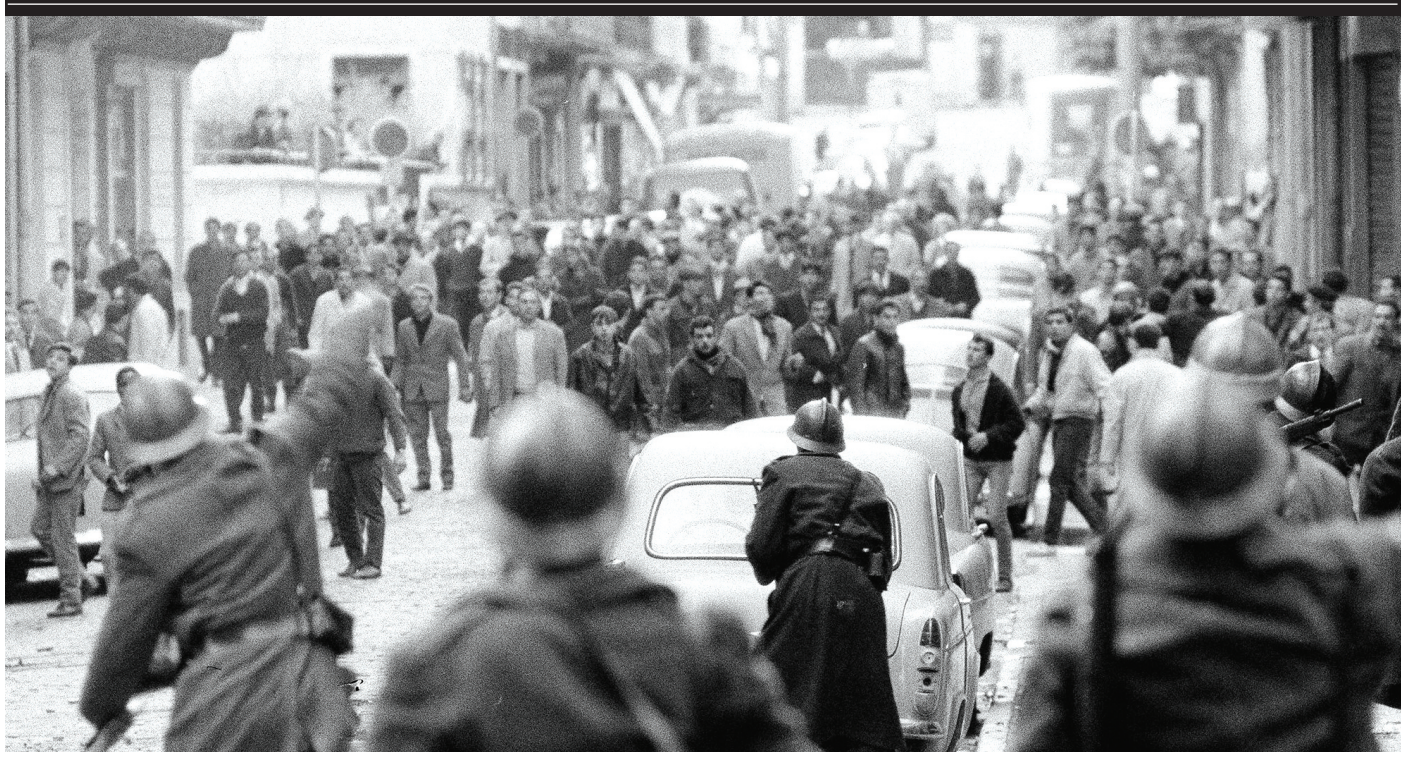
Soixante ans après l'indépendance. Soixante ans de tiraillements entre Alger et Paris qui ne finissent pas. Dure est avaler la pilule de l'indépendance pour les nostalgiques, les harkis et les charognards qui ont bâti leur confort illégitime sur le dos des algériens. Les appels à la raison, à tourner la page et regarder vers l'avenir ne finissent pas aussi. Ils proviennent de là où partent les offensantes attaques contre l'indépendance algérienne. Comme si cette indépendance avait été usurpée, imméritée. Comme si les algériens autochtones étaient les colons des terres fertiles de la Mitidja ou des hauts plateaux constantinois véritables greniers pour garnir l'opulence des rois, princes et maréchaux de l'ancien empire. Les voix qui surgissent en France à chaque célébration du 5 juillet ou le 1er Novembre pour pleurer le paradis perdu, alors que ce paradis a été un enfer pour les algériens. Ces pleureuses qui ont érigé des murs de lamentations dans les médias français et dans des blogs sur le net ont participé, avec zèle et racisme à l'asservissement de tout un peuple, avec l'aveugle certitude qu'ils traduisaient la factice grandeur de l'œuvre civilisatrice chrétienne. Cette œuvre qui a marché sur les corps mutilés de l'Amazonie jusqu'au Vietnam a été héritée par la descendance de ces colons sanguinaires.
Au lendemain de la capitulation du Dey Hussein, l'Algérie a vu se déverser sur son sol des cortèges d'affamés, de misérables, de marginaux, des desperados, fuyant la famine, la tyrannie et l'infortune en Europe. Ils sont en fait venus spolier par le sang et le feu les terres d'un peuple cultivé et fier, raser l'identité et l'histoire d'une nation dont les imposteurs de la colonisation veulent occulter l'existence pour justifier leur abject forfait, maquillé en acte de civilisation. Beaucoup parmi ces parvenus d'Europe étaient des hors- la-loi enrôlés au sein du corps expéditionnaire coloniale moyennant une concession de terrain ou de biens saisis à l'algérien. Ils semaient la terreur sous les ordres de généraux racistes dont la machine destructrice de l'algérien a duré 132 ans entamée par les Bugeaud et Saint Arnaud et achevé par les Salan, Susini et Lagaillarde. Tout au long de leur présence, les colons regardaient l'indigène algérien comme une propriété. Toute contestation de cette état était inconcevable à leurs yeux tant ils exerçaient un droit divin sur l'arabe. Ils n'étaient pas comptables ni de sa mort ni de sa misère. L'indigène algérien méritait son sort d'esclave puisque c'est le destin auquel il était voué par la force divine. L'église ainsi que les lois scélérates comme le code de l'indigénat, veillaient à légitimer l'ordre établi venu du moyen-âge. Ainsi, les revendications d'égalité, de justice ont tous essuyé une fin de non-recevoir de la France coloniale. Tout ce qui remettait en cause l'ordre établi, le régime colonial devait être broyé. Massacres, enfumades, déportations sont les réponses à la moindre résistance. Cette machine de répression a été l'une des plus atroces de l'histoire humaine. Bombardements au napalm des mechtas et douars, les exécutions sommaire, torture inhumains à tout prisonnier suspect, les massacres collectifs de population sur qui pesait des « soupçons » de soutien aux moudjahidine étaient la recette civilisatrice livrée aux algériens durant la guerre de libération. Aujourd'hui tout algérien digne de ce nom ne saurait oublier cette affreuse page de son histoire encore moins tourner la page. Les générations qui sont les plus marquées par le traumatisme colonial ne sont pas forcément celles qui l'ont subi. Ces générations sont en voie d'extinction. Ce sont plutôt les générations de l'Independence qui ont découvert l'étendue de l'imposture et l'horreur de la France coloniale. Si les colons ont légué à leurs descendance la nostalgie de l'occupation et le racisme contre l'algérien, les libérateurs du pays ont inoculé à leur descendance le droit à la mémoire, un pacte pour ne jamais oublier ce que fut la longue nuit coloniale.

K. M.

Page 04_Mise en page 1 03/07/2022 18:35 Page 1

POUR EN FINIR AVEC LES «BIENFAITS DE LA COLONISATION»

Par Salah Guemriche



L'idéologie coloniale a la vie dure : tapie dans l'inconscient collectif, elle ressurgit à chaque crise ou à chaque campagne électorale. En décrétant positif le rôle de la présence française en Algérie, les incorrigibles nostalgiques du «temps béni des colonies» attribuent ainsi un rôle positif et même humanitaire aux Bugeaud, Borgeaud et autres Bigeard, ces «3 B» experts en quadrillage et en enfumages (des hommes, des terres et des villes, respectivement, chacun dans son domaine).

C'est ainsi que, pour capter les voix de l'électorat nationaliste, deux prétendants à l'élection présidentielle ont cru bon de nous rejouer le refrain des «bienfaits de la colonisation», énoncé par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 23 février 2005, loi pourtant supprimée par Jacques Chirac après la virulente polémique qu'elle avait suscitée.

Le 28 août 2016, c'est François Fillon qui a redonné le la en déclarant : «Non, La France n'est pas coupable d'avoir voulu faire partager sa culture aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord». Appeler «partage de la culture» plus d'un siècle de spoliations, de répressions et de «camps de concentration» (l'expression date de 1904 !), ce n'est plus du négationnisme mais une cynique falsification de l'histoire. Avec un retour à l'esprit de la IIIe République. Même Emmanuel Macron, l'homme pressé, n'a pu se retenir : «Oui, a-t-il déclaré, en Algérie il y a eu la torture mais aussi l'émergence d'un État, de richesses, de classes moyennes, c'est la réalité de la colonisation !». De quoi se demander si les politiques de nos jours pêchent par opportunisme, par cynisme ou simplement par ignorance.

LES DITS ET NON-DITS DES DICTIONNAIRES

L'idéologie, disais-je, a la vie dure. Et pas seulement chez les politiques : elle est déjà prégnante dans les dictionnaires contemporains ! Jadis, abordés en termes de «sauvages», les colonisés cesseront d'exister même dans les définitions, comme le notait en 1979 Louis-Jean Calvet (Linguistique et colonialisme), à propos, justement, du mot colonisation, dont la définition était déclinée ainsi, dans le Robert : «1. Le fait de peupler de colons, de transformer en colonie ; 2. Mise en valeur, exploitation des pays devenus colonies». Le linguiste y relevait «une absence remarquable» : «Les colonies seraient donc des pays vides, dans lesquels les colons (…) viendraient s'installer sans problème (…) Cet oubli n'est pas dû au hasard : pour justifier l'entreprise coloniale dans les termes (…) de l'humanisme dont on nous a rebattu les oreilles, il fallait oublier l'existence des autres.» Depuis 1967, le même dictionnaire s'évertue à donner du même mot la même définition. Lapsus clavis ou ancrage idéologique : le Robert aurait-il donc préparé le lit étymologique à l'article 4 de la Loi du 23 février 2005 ? En réaffirmant l'idée de «mise en valeur», Alain Rey sera mis en cause par le CRAN. Le célèbre lexicographe répliquera : «Il faudrait avant tout que les associations ouvrent le Petit Robert à l'entrée «valeur». C'est un terme (…) qui n'a en soi pas de connotation positive ou négative. La mise en valeur d'une station de sport d'hiver (noter la comparaison !) ne veut pas dire qu'on va s'occuper de la nature, mais qu'on l'aménage pour se faire du fric ! Et qu'était la colonisation de nouvelles terres sinon l'exploitation, la mise en valeur de ses richesses, au bénéfice des colons ? Au-delà de ça, si on n'a pas le droit de parler des côtés positifs d'une chose qui est globalement négative, c'est une forme de révisionnisme !».

Du «révisionnisme» ? Voyons voir…

«MALFAITEURS UTILES»

Pour recenser les faits et méfaits de la colonisation, il m'aura fallu interroger un auteur au-dessus de tout soupçon : un dénommé Jacques Dumas, procureur de la République à Rethel (Ardennes). Homme de foi (protestant), fondateur à Nîmes de L'Association de la Paix par le Droit, chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye et à l'Université de Yale, il est l'auteur de 33 ouvrages parmi les lesquels : «Les Sanctions de l'Arbitrage international» et surtout d'un édifiant Essai de la doctrine pacifiste, paru en 1904, qui traite de la mauvaise colonisation et de la bonne colonisation.

L'auteur commence par se poser trois questions. Y a-t-il eu : 1. Extermination ; 2. Spoliation ; 3. Démoralisation ? Aux trois questions, la réponse est «oui», et la démonstration, terrifiante. Qui bouleversera Georges Clemenceau, et l'amènera à témoigner dans la Mêlée sociale : «J'ai sous les yeux cinq photographies accusatrices (…) Des cadavres noirs amoncelés, effroyablement roidis dans la convulsion suprême (...) Pourquoi ces cadavres mutilés, ces têtes coupées ? Qu'on réponde si l'on peut, et qu'on ose dire l'histoire de ce massacre. On connaît ces photographies au ministère des Colonies. L'Illustration les a reproduites en 1891.

Leur authenticité ne peut être l'objet d'un doute. Voilà l'enseignement des blancs, fils du Christ, aux païens noirs !». Celui qui signe en 1906 ces lignes fut président du Conseil et ministre de l'intérieur. Surnommé le Tigre, il fut le Tombeur de ministères, dont celui de Jules Ferry à qui l'on doit cette première leçon de droit d'ingérence : «Il faut dire ouvertement qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures» !...

Mais là où Jacques Dumas prend de cours son lecteur d'aujourd'hui, c'est lorsqu'il reconnaît à la colonisation un «rôle négatif» inattendu : celui de la «concurrence ruineuse» des colonies. Et ruineuse, pourquoi ? «Parce que le sol, dans les colonies n'avait rien coûté aux envahisseurs». D'où sa conclusion : «Si les indigènes avaient été indemnisés des territoires qu'on leur a pris ; si, ensuite, leur propre travail comme esclaves ou comme mercenaires avait été rétribué à sa valeur, les vieux pays n'auraient pas été envahis à leur tour par des produits dont ils ne pouvaient soutenir la concurrence». Lorsque l'on sait, par un reporter du Petit Marseillais (10-12-1902), que 1112 ha, qui nourrissaient 366 indigènes, furent acquis en 1882 par un seul colon pour la somme de 875 F, les calculs sont vite faits : l'hectare revenait environ à 0,78 F. Ainsi, voilà un «rôle négatif», le vol, que le Petit Robert a eu la «délicatesse» de ne pas signaler.

Magnanime, anticipant la loi du 23 février 2005 ainsi que les thèses du Front national, de Fillon et de Macron, Jacques Dumas «comprend que ces envahisseurs reçoivent de la postérité reconnaissante l'absolution que l'histoire ne refuse jamais aux malfaiteurs utiles» !

MONTHERLANT VERSUS CAMUS

A en croire MM Fillon et Macron, les supposés bénéficiaires témoigneraient aujourd'hui, à l'égard de leurs bienfaiteurs, la même ingratitude qui fit de leurs aïeux des bandits et des terroristes. A cette accusation, qui ne date pas d'hier, Henry de Montherlant avait déjà répondu : «Il ne faut pas donner à des hommes le nom de bandits parce qu'ils défendent leur sol, même s'ils pillent, car, s'ils pillent, que faisons-nous, nous qui sommes chez eux ? .

Avant d'aborder «le rôle positif de la présence française», Jacques Dumas cède une dernière fois à ses scrupules pour déplorer «les 1308 mains de nègres coupées et fumées (…) et la lente agonie des camps de concentration». Quant à la bonne colonisation, l'auteur la réduit à trois symboles dont deux sont étrangers à l'Œuvre française : 1. William Penn ; 2. Savorgnan de Brazza ; 3. Les missions religieuses.

Les rédacteurs du Petit Robert n'ont nullement besoin qu'on leur sauve la mise (en valeur ?). Mais si le troisième symbole de «la bonne colonisation» est celui-là même qui a inspiré François Fillon, il y a de quoi faire l'économie de toute contradiction : oui, le «rôle de la présence française» (Euphémisme, ô combien évocateur : douce France !) fut positif. Mais positif pour qui ? C'est ce que ne nous disent pas les dictionnaires, mais à la question, une historienne répond : «Les infrastructures laissées en Afrique par le colonisateur, dont on se gargarise, ont été conçues dans l'intérêt de l'occupant et réalisées par le travail forcé de la population réquisitionnée ou déportée. On ne peut donc pas dire que ça soit un don» ; ce qu'Albert Camus avait déjà établi (sauf que les lectures sélectives des camusiens et des critiques littéraires ignoreront complètement ces mots) : «Le niveau de vie des Français n'aurait-il pas été moindre sans la misère de millions d'Arabes ? La France entière s'est engraissée de cette faim, voilà la vérité !». De même, aucun critique littéraire ne se pencha sur l'œuvre anticolonialiste du grand écrivain Henry de Montherlant (qu'Albert Camus admirait), qui avait, plus clairement que l'auteur de L'Etranger, répondu à la question, dans son roman La rose de sable, qu'il se retint de publier «pour ne pas nuire à ma patrie», écrit-il - à l'approche de la Deuxième guerre mondiale : «Je reconnus que, si devoir il y avait, il n'était pas de pourfendre les «infidèles», mais de les défendre. Là était la justice, et là était même le courage. La question indigène fut tout de suite la seule qui m'accrochât en Afrique du Nord. En mars 1930, je commençai La Rose de sable (…) J'étais déchiré : le conflit de la patrie et de la justice, horrible chose !». Le roman La rose de sable ne parut qu'en 1968, quatre ans avant la disparition de son auteur : la critique littéraire, qui avait les yeux ailleurs, n'en souffla mot.

Il aura fallu un critique suédois, Anton Ridderstad, pour s'étonner de cet étrange silence : «Aucun chercheur n'a, à notre connaissance, analysé la prise de position de Montherlant contre la politique française au Maghreb, contre le comportement des Français dans les colonies et contre le principe même du colonialisme (…) Quel autre écrivain contemporain a su rendre ainsi la voix aux «Indigènes» ? La société française n'était pas prête pour ses opinions».

Elle ne l'est toujours pas, de toute évidence.

Page 05_Mise en page 1 03/07/2022 18:36 Page 1

MENÉS PAR ZIGHOUD YOUCEF

Les évènements du 20 août 1955 précurseurs d'un sursaut pour l'indépendance

Par Amine B.

La consécration du 5 juillet 1962 fut indéniablement la résultante de faits et d'une série d'événements, dont les acteurs ont été, pour la plupart, des Algériens issus de milieux relativement pauvres.



Les lendemains du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954 ont été marqués par plusieurs offensives qui avaient pour cibles les casernes de l'armée et les postes de police. Ces opérations étaient menées dans les quatre coins de l'Algérie, alors sous domination de la France coloniale, notamment dans les Aurès et en haute Kabylie. Plusieurs dizaines d'opérations déclenchaient une réaction en chaîne, contraignant la partie française à réagir.

La répression de l'armée fut alors sans merci et les populations civiles, dans plusieurs régions, se sont retrouvées punies. Des centaines de jeunes, soupçonnés d'avoir pris part aux événements, furent arrêtés et certains injustement exécutés.

L'année 1955 a aussi marqué un tournant pour la France coloniale. François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, dans une tentative de «remettre de l'ordre», a présenté un programme de réforme pour «la grande colonie du Sud», prônant surtout le recours à la force. C'est ainsi que les premières opérations de l'armée coloniale ont été menées dans les Aurès.

Jacques Soustelle, nommé gouverneur général de l'Algérie, prônait, pour sa part, l'intégration, et le gouvernement français instaura en avril l'état d'urgence pour faire face aux opérations du Front de libération nationale et de l'Armée de libération nationale, d'abord en Kabylie, puis dans le Constantinois.

La France se souvenait encore de la révolte à Sétif, Kherrata et Guelma au lendemain de la capitulation allemande, après la chute d'Hitler. Une révolte réprimée dans le sang et qui avait fait plus de 45 000 victimes. Il fallait donc, aux yeux des dirigeants français, étouffer à tout prix l'embryon dans l'œuf.

Ce fut donc un remake en 1955. La répression allait prendre forme et l'étau se resserrait de plus en plus sur la jeune armée de libération, ébranlant, du coup, le moral de la population qui venait à peine de prendre conscience qu'il était encore possible de se soulever contre l'oppresseur et de se libérer définitivement.

Avant que l'offensive du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois, neuf mois à peine après le déclenchement de la lutte armée, ne vienne marquer un tournant dans la lutte du peuple algérien pour le recouvrement de sa souveraineté. Une préparation exécutée par des jusqu'au-boutistes, que d'aucuns qualifiaient de salvatrice, fut marquée par l'inattendue opération menée au nord de la troisième plus grande ville et l'une des plus importantes aux yeux de la France coloniale.

En effet, le 20 août 1955, sous la conduite de Zighoud Youcef, des émeutes, soigneusement préparées et auxquelles participaient les couches sociales déshéritées, éclatèrent au nord de ce qui était alors le département de Constantine, pour montrer la capacité politico-militaire du FLN, mais aussi pour prouver la solidarité des combattants algériens avec les autres luttes de la région Nord-Africaine, puisque dans d'autres pays maghrébins, des manifestations éclatèrent le même jour.

A ce moment précis, la Révolution connut un sursaut qualitatif. L'attaque menée par Zighoud Youcef fut une véritable démonstration de force des éléments de l'Armée de libération nationale. L'homme, alors responsable de la wilaya II, avait réussi à ébranler l'armée, qui fut d'ailleurs contrainte à rappeler plusieurs contingents de soldats libérés.

Le bilan des émeutes fut de 123 morts, dont la moitié d'Européens, mais la répression qui s'ensuivit fut disproportionnée. Plus de 10 000 morts et disparus ont été dénombrés.

L'opération marqua ainsi une étape que les historiens des deux rives qualifient de capitale dans la suite des événements. La répression de l'armée française avait en effet débouché sur des crimes contre l'humanité. Une répression qui fit adhérer davantage la population rurale au combat, désormais admis comme seul moyen de se libérer.

Ce drame marqua aussi de façon irréductible une rupture entre les deux communautés. Les Européens et pieds noirs soutenus par l'armée coloniale d'un côté et la population algérienne, largement acquise au combat de l'ALN et de son bras politique le FLN, de l'autre.

L'ARCHITECTE DE LA RÉVOLTE

Ainsi, l'histoire retiendra que l'offensive du 20 août 1955 fut un tournant dans la lutte armée contre le colonialisme.

Né à Condé-Smendou, au nord de Constantine, commune qui porte aujourd'hui son nom, le 18 février 1921, Zighoud Youcef adhéra très jeune au mouvement révolutionnaire, après avoir été contraint, comme ses condisciples algériens musulmans, à quitter les bancs de l'école par les autorités coloniales, d'abord en rejoignant le Parti du peuple algérien (PPA), dont il fut en 1938 le premier responsable à Smendou, avant d'adhérer en 1947 au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

Il débuta la lutte armée aux côtés de son compagnon et ami Didouche Mourad, alors responsable du Nord-Constantinois, qui devint la Wilaya II de l'Armée de libération nationale (ALN), avant que ce dernier ne tombe au champ d'honneur, au cours d'une bataille contre l'armée française, à Oued Boukerkar, au nord de Constantine. Zighoud Youcef, âgé alors de 34 ans, reprit le flambeau et se chargea de la direction de la wilaya jusqu'à sa mort, le 25 septembre 1956, dans un guet-apens tendu par l'ennemi à Sidi Mezghiche, dans la wilaya de Skikda. L'homme, que certains historiens qualifient de stratège, n'a pas eu tous les honneurs qu'il mérite.

«Je crois que l'histoire n'a pas totalement rendu justice à Zighoud Youcef», dixit Hosni Kitouni, chercheur en histoire.

L'ATTAQUE DU NORD-CONSTANTINOIS PORTERA À L'INTERNATIONAL LA LUTTE DU PEUPLE ALGÉRIEN

Plusieurs opérations avaient été menées par les combattants dès que la décision de mener la lutte armée fut prise, mais l'offensive du 20 août 1955, au nord de Constantine, eut le mérite d'avoir marqué un tournant décisif pour la suite.

Au-delà de son aspect militaire, l'opération, menée par Zighoud Youcef, a eu un retentissement qui fit désormais parler de la cause nationale et influa sur la stratégie du combat mais aussi sur les décisions du gouvernement français.

La décision de déclencher la lutte armée, le premier novembre 1954, a mis le système colonial à rude épreuve. D'abord, la diversification des actions des jeunes combattants eut le mérite de mettre la police puis l'armée française dans une posture de défensive.

Ensuite, la participation des couches sociales déshéritées, à une sorte de logistique rudimentaire presque improvisée, conforta l'idée que la voie du combat pour la libération était le seul moyen pour se défaire du joug colonial.

Le 5 octobre 2007, en visite dans la capitale de l'Est, le président de la République française, Nicolas Sarkozy, élu cinq mois plus tôt à l'Elysée, a qualifié le système colonial d'injuste par nature, ne pouvant être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation.

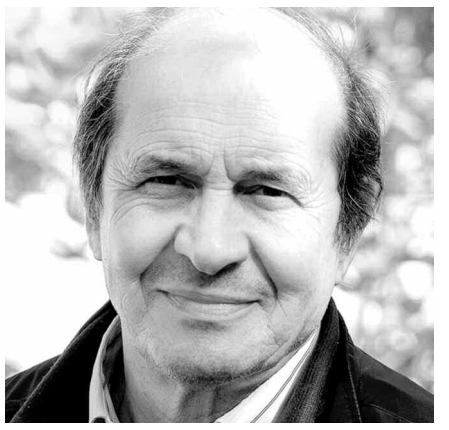
Il a déclaré au sujet de ces massacres, à l'occasion d'un discours tenu à l'université de Constantine : «Les pierres de Constantine se souviennent encore de cette journée terrible du 20 août 1955, où chacun fit ici couler le sang pour la cause qui lui semblait la plus juste et la plus légitime. […] Le déferlement de violence, le déchaînement de haine qui, ce jour-là, submergea Constantine et toute sa région et tua tant d'innocents étaient le produit de l'injustice que, depuis plus de cent ans, le système colonial avait infligé au peuple algérien. L'injustice attise toujours la violence et la haine. Beaucoup de ceux qui étaient venus s'installer en Algérie, je veux vous le dire, étaient de bonne volonté et de bonne foi. Ils étaient venus pour travailler et pour construire, sans l'intention d'asservir, ni d'exploiter personne. Mais le système colonial était injuste par nature et le système colonial ne pouvait être vécu autrement que comme une entreprise d'asservissement et d'exploitation.»

Malheureusement, le président français a été, quelques mois après, au centre de polémiques qui plongeront dans un climat glacial les relations entre les deux pays, et son discours ne restera que paroles.

HOSNI KITOUNI, CHERCHEUR EN HISTOIRE AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Les attaques du 20 Août 1955 ont radicalisé la guerre»

Bien au fait de certaines facettes peu connues de l'histoire de la Révolution algérienne, Hosni Kitouni, fils de l'officier de l'ALN, Abdelmalek Kitouni tombé au champ d'honneur, revient dans cet entretien accordé au Jeune Indépendant, sur les évènements ayant motivé les chefs du Nord constantinois à entreprendre les offensives du 20 août 1955, offensives qui marqueront définitivement une rupture avec la révolution soft.



Le Jeune Indépendant : L'offensive du 20 août 1955 était-elle une démonstration de force du FLN quant à sa capacité de mener une guérilla ?

Hosni Kitouni : Il faut rappeler brièvement la situation des insurgés novembristes en cet été 1955. Il y a à peine 9 mois que l'insurrection a été déclenchée dans des circonstances politiquement défavorables au regard des divisions qui minent le mouvement national. L'OS, (l'organisation spéciale) qui devait préparer l'insurrection en rassemblant les armes et en formant des militants, a été laminé par la répression. L'initiative des 22 apparaît dès lors comme une audace extraordinaire. Rien absolument rien ne présumait de sa réussite compte tenu de nombre d'éléments défavorables au sein comme en dehors du mouvement national.

À ces aspects, il faut en ajouter un autre, l'insurrection n'a pas connu partout la même intensité et sitôt les premiers attentats commis le 1er novembre, le FLN-ALN se trouvait isolé aussi bien au sein des masses populaires qu'au niveau organisationnel. Les liaisons inter régions étaient coupées. Les Français ont concentré leur répression sur les Aurès, et Bachir Chihani, l'intérimaire de Mustapha BenBoulaid qui venait d'être arrêté, « demande à Zighoud de mener des actions pour le soulager du poids de l'ennemi. Ce sont donc toutes ces raisons qui ont motivé la stratégie des chefs du Nord Constantinois. Ce ne fut pas une démonstration de force, mais une stratégie de rupture révolutionnaire.

L'offensive a-t-elle consacré la rupture entre les moudjahidines et le colonisateur seulement ou plus encore entre Algériens et Français ?

Dans ses mémoires Lakhdar Bentobbal rappelle quelques éléments ayant déterminé l'offensive du 20 août sur le plan international et national. Dans l'esprit de ses initiateurs, il fallait passer le cap d'une guérilla au coup par coup, à une véritable insurrection nationale qui partout mobilise le peuple algérien et isole les hésitants et les ennemis. En outre, à l'égard de la France, il fallait faire la démonstration qu'il ne s'agissait pas d'une guerre d'escarmouche menée par des groupes isolés, mais une véritable insurrection nationale portée par le peuple. On a tendance en parlant des évènements du 20 Août de passer sous silence leur aspect stratégique et politique, pour les réduire à une simple opération armée. Bentobbal le souligne assez bien : « Quels que devaient être les pertes et le prix à payer, il fallait parvenir à une radicalisation de la guerre pour couper court à tous ceux qui voulaient s'entendre avec la France ». Cet objectif stratégique va effectivement être atteint.

Zighoud Youcef, un du groupe des 22 historiques, a mené l'offensive, mais qui étaient les véritables architectes ?

Je crois que l'histoire n'a pas totalement rendu justice à Zighoud Youcef. Certes il a été héroïsé, statufié, comme tant d'autres dirigeants de la révolution, mais la question n'est pas là : a-t-on vraiment pris la mesure de sa pensée, de son action militante et de son rôle dans la transformation du mouvement révolutionnaire algérien ? Je ne le crois pas, on continue à le présenter comme un chef militaire dénué de toute vision stratégique. J'ai entendu un jour, un moudjahid qui l'a fréquenté, le décrire comme un authentique penseur, un organisateur hors pair doté d'une vision allant au-delà de son rôle dans l'action armée du Nord Constantinois. Le congrès de la Soummam, sans le 20 août 1955, aurait été impossible ou pour le moins n'aurait jamais eu cet impact. Zighoud croyait en la révolution, pour l'indépendance de l'Algérie, était inéluctable, sa hantise c'était de voir la lutte du peuple accaparée « par des gens qui n'ont rien de commun avec lui». C'est ce qui va malheureusement arriver quelques années plus tard. Quand on étudie cette période, il faut sans cesse revenir à l'origine des processus et non partir de leur aboutissement. Dans cette perspective, l'action du 20 août a fait la démonstration que la lutte armée était portée par le peuple et par le peuple seul.

La répression coloniale disproportionnée après les évènements aurait fait 10 000 morts et disparus. Ce chiffre est-il démesuré ?

On a tendance généralement dans notre manière d'appréhender l'histoire de focaliser le débat sur la question de la violence coloniale, et de ne retenir que le nombre de ses victimes, comme si l'ignominie d'une répression était exclusivement attachée à l'ampleur de ses destructions humaines. Cette vision nous fait oublier les autres aspects de la violence coloniale, qui sans être visibles ou immédiatement percevables n'en sont pas moins destructeurs et ignobles. Dès lors que vous donnez un chiffre, l'ennemi vous demande de le documenter et vous oppose un autre lui aussi tout aussi contestable.

Il faut rappeler à cet égard que la répression coloniale depuis 1830 a toujours massacré en masse pour anéantir humainement les mouvements insurrectionnels et surtout pour terroriser les populations et prévenir d'autres soulèvements.

Pour revenir à votre chiffre, sa symbolique importe sans doute bien plus que sa réalité statistique, car ce que les Algériens retiendront de la répression d'août 1955, c'est l'ignoble détermination du peuplement colonial à ne rien céder de ses privilèges et de son hégémonie. Une rivière de sang allait dorénavant couper les deux camps et rien ne viendra les réconcilier.

Propos recueillis par Amine B.

CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Le tournant de la lutte

COMME LE reste du pays, la wilaya de Béjaïa s'apprête à célébrer le 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. Béjaïa, qui faisait partie de la Wilaya III historique de l'époque, est connue pour être l'un des fiefs des patriotes. Elle a abrité l'une des réunions du FLN-ALN les plus importantes de l'histoire de la guerre de libération nationale à Ifri, un petit village agrippé au mont Djurdjura, dans la commune d'Ouzellaguen actuellement ; une œuvre de Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi. Une partie de la région qui était tenue par 1 500 hommes armés, fidèles au combat libérateur. Le choix de la tenue du Congrès de la Soummam, prévu au départ en janvier 1955 en zone II, dans la région des Bibans, est porté le 30 juillet 1956 par les artisans de la Révolution, sur une maisonnette d'Ighbal, au lieu-dit Ifri, après un accrochage ayant opposé la délégation de la zone d'Alger avec l'armée coloniale en cours de route. La féroce répression menée contre les révolutionnaires n'a pas permis sa tenue comme prévu. Ce pan de l'histoire est gravé avec de grandes lettres dans la mémoire collective. Nul ne peut oublier que c'est avec de grands sacrifices et une lutte politique et armée sans merci, menée par des hommes et des femmes, que l'indépendance du pays a été chèrement arrachée d'entre les mains de l'ennemi, qui n'a épargné ni femmes, ni enfants, encore moins les hommes. Une force impériale qui a spolié les richesses du pays pendant plus de 130 années. Le Congrès de la Soummam, qui était prévu par les pères de la Révolution dès le déclenchement de la guerre de libération, a duré plusieurs jours. Il est venu confirmer les principes directeurs de l'appel du 1er-Novembre, en dépit des frictions observées chez quelques révolutionnaires de première, à tort ou à raison. La Charte de la Soummam a confirmé surtout les principes de ne pas décréter de cessez-le-feu avant la reconnaissance de l'indépendance, de l'intégrité du territoire, et confirmait également la collégialité de la direction à tous les niveaux. Les nationalistes algériens se sont rencontrés à Ifri après mûre réflexion, en dépit de toutes les contraintes vécues au cours de cette période charnière, notamment la présence de l'armée coloniale dans la région et un peu partout dans le nord du pays, les contraignant à observer une très grande vigilance pour ne pas être repérés et tués lors de leurs déplacements. Le FLN s'est doté d'un programme et mis en place une direction organique dénommée le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et le comité de coordination et d'exécution (CCE), désigné parmi les membres du CNRA.

Les congressistes voulaient, selon des historiens, « doter la Révolution d'une direction politique et militaire forte et homogène ». Il s'agissait aussi et avant tout de faire le point sur les actions menées durant les deux années précédant la réunion, et de fixer la conduite à adopter par le mouvement armé libérateur pour conduire le pays vers l'indépendance, et ce à travers l'unification des rangs de toutes les organisations politiques rivales, en vue de se dresser comme un seul homme face à une puissance militaire qui ne connaissait que la violence et la mort. Cette charte abordait toutes les insuffisances observées durant la période qui a succédé au déclenchement de la lutte armée, dont la situation politique, le rôle de l'ALN, les carences des anciennes formations politiques, leur absence d'engagement et leur rôle négatif, la primauté de l'intérieur sur l'extérieur (autrement dit ceux qui combattent à l'intérieur sur ceux qui se trouvent en mission à l'étranger), la primauté de l'action politique sur l'action armée, l'analyse de la stratégie impérialiste française et la lutte contre sa propagande médiatique. Il était question aussi pour les congressistes, entre autres, d'acquérir des armes, d'évaluer l'action armée entamée un peu plus de deux années auparavant - ils ne pouvaient se revoir plus tôt comme prévu pour parler des perspectives politiques du FLN - ainsi que le rôle du mouvement paysan, du mouvement ouvrier, du mouvement des jeunes, des intellectuels et professions libérales, des réformes sociales, du rôle de la femme, du droit des minorités.

FAIRE DISPARAITRE LA FICTION DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE

Cependant, son point le plus important résidait dans les conditions de négociation avec la France, portant sur la reconnaissance de la nation algérienne indivisible. Cette clause était destinée à faire disparaître la fiction de « l'Algérie française ». La Charte de la Soummam a balisé le terrain politique car elle énonçait la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, de sa souveraineté dans tous les domaines, y compris la défense nationale et la diplomatie, la libération de tous les Algériens et Algériennes emprisonnés, internés ou exilés en raison de leur activité patriotique, avant et après l´insurrection nationale du 1er Novembre 1954. En ce qui concerne l'unification du peuple et ses organisations, le Congrès de la Soummam a désigné le FLN comme seule organisation représentant le peuple algérien, habilitée politiquement à parler au nom du peuple en cas de négociations. En contrepartie, le FLN était garant, voire responsable, du cessez-le-feu au nom du peuple algérien. A vrai dire, le Congrès de la Soummam, tenu le 20 août 1956 à Ifri Ouzellaguen, dans la wilaya III historique, a consacré l'unité du peuple et l'unité territoriale de l'Algérie, et ce en dépit de toutes les frictions qu'il ait pu provoquer un peu plus tard, durant la guerre de libération jusqu'à l'indépendance du pays. Pour certains, l'absence des membres de la délégation extérieure a fragilisé le consensus de la Soummam sur deux points, qui seront discutés, plus tard, à la réunion du Caire, le 27 juillet 1957.

N. Bensalem

La Wilaya IV historique porte-drapeau de la flamme révolutionnaire

La carte des limites de la Wilaya IV historique, trônant sur le mur du hall d'entrée du musée régional du Moudjahid de Médéa, montre l'important territoire géographique de cette wilaya qui s'étend sur toute la partie centre du nord du pays, qui commence à partir de la côte de l'ouest de Ténès, descend au sud, à l'ouest d'Orléansville (Chlef), s'étend vers Vialar (Tissemsilt), passe par Ksar Chellala, Paul Cazelles (Aïn Oussera), s'étire jusqu'aux confins de Sidi Aïssa, puis fait une boucle qui enchâsse les monts de Tablat, le massif de Palestro, l'Atlas blidéen et la Mitidja.



Les limites de la Wilaya IV historique sont celles dessinées par la direction de la révolution armée, qui a d'ailleurs fait un découpage du territoire algérien en six parties, elles-mêmes divisées en régions et en secteurs, et ce après le Congrès de la Soummam.

Le combat de la Wilaya IV continue de faire l'objet de sujets d'étude sur les hauts faits d'armes des moudjahidine et de la résistance de la population. Il ne cesse de susciter l'intérêt des historiens, hommes de culture, écrivains, étudiants ou simples citoyens avides de lever le voile sur certains pans flous de la Révolution dans cette partie de l'Algérie, en guerre contre l'ordre colonial.

Pour évoquer le problème des zones d'ombre de la révolution armée, il n'est pas aisé de disposer de témoignages vivants, car les quelques moudjahidine rencontrés ont souhaité ne pas s'exprimer sur certains événements précis de la Révolution, notamment en ce qui concerne le cas de ce qui est convenu d'appeler «le complot Si Salah» ; un homme qui a fait partie des officiers de l'ALN (Armée de libération nationale) favorables à l'autodétermination proposée par le général De Gaulle dans son discours du 16 septembre 1959.

L'AFFAIRE SI SALAHMême si le cas de ce qui est appelé «complot Si Salah» figure dans plusieurs publications scientifiques d'historiens et dans les mémoires de moudjahidine, l'ouvrage d'un acteur et figure de proue de la Wilaya IV, en l'occurrence Si Lakhdar Bouregâa, est considéré comme une référence crédible en matière de témoignage sur une affaire qui continue de focaliser les avis contraires des uns et des autres.

Pour rappel, le colonel Si Salah, accompagné du commandant militaire Si Mohamed (Djillali Bounaâma) et du commandant chargé des renseignements et des liaisons Si Lakhdar Bouchama, était présent à la rencontre de l'Elysée qui a eu lieu le 10 juin 1960 avec le général De Gaulle.

Une rencontre qui a été qualifiée de trahison, suivie d'exécutions des officiers ayant pris part aux pourparlers sans avoir été habilités par le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) créé en 1958 et seul représentant politique du peuple algérien.

D'ailleurs, l'affaire Si Salah est présente dans tous les ouvrages et mémoires écrits, aussi bien par des auteurs nationaux que d'anciens officiers de l'armée française. Tous présentent ce cas précis comme une conséquence de la situation de malaise que vivait le front intérieur, où les conditions de lutte étaient devenues difficiles dans les maquis pour « obliger les colonels à tenir une réunion en décembre 1958 à Ouled Asker, près de Jijel, pour trouver une issue à cette situation asphyxiante », selon Lakhdar Bouregaâ, qui a confirmé que les relations étaient tendues avec le GPRA, aussi bien qu'avec le chef d'état-major auquel il était reproché de ne pas alimenter les maquis en armes et munitions.

Dans ses mémoires, parues en arabe sous le titre Témoin de l'assassinat de la Révolution (Dar Al-Hikma, Alger), Lakhdar Bouregâa fait des révélations sur cet épisode de la guerre d'Algérie ainsi que sur le discours du 16 septembre 1959 du général De Gaulle, qui a « rencontré un écho favorable chez certains officiers supérieurs de l'ALN ».

Qui est Si Salah ? De son vrai nom Mohamed Zamoum, Si Salah est né en1928 à Aïn Taya. Il a fait partie des groupes armés qui ont participé, avec Ouamrane et Si Sadek, aux opérations du 1er novembre 1954. Il occupait le poste de commissaire politique de la Wilaya IV quand celle-ci était dirigée par le colonel Si M'hamed Bougara, soit de 1957 à 1959.

Tel est le résumé des révélations sur l'affaire Si Salah qui permettent d'éclairer les zones d'ombre. Une affaire qui n'a pas donné lieu à d'autres condamnations à mort que celles du commandant Lakhdar Bouchama, du commandant Halim et du capitaine Abdellatif, selon Lakhdar Bouregâa.

Il convient aussi de citer les témoignages du général Massu sur la résistance de la Wilaya IV, rapportés dans son ouvrage publié en 1972 et intitulé le Torrent et la Digue, qu'il décrit en ces termes : « Au beau milieu du territoire algérien, la Wilaya IV fait montre d'une vitalité et d'un dynamisme extraordinaires. Elle s'est toujours singularisée par rapport aux autres wilayas grâce à la personnalité rayonnante du colonel Si M'hamed. Grâce à lui, la flamme révolutionnaire brûle à la Wilaya IV. Une révolution pure et dure qui s'affermit même par opposition au relâchement relatif dans les autres wilayas ».

Pour rappel, M'hamed Bougara est tombé au champ d'honneur le 5 mai 1958 dans la commune de Ouled Bouachera, 30 km à l'ouest de Médéa, mais sa dépouille est demeurée introuvable à ce jour, et le secret est toujours gardé par l'armée colonisatrice.

Né le 2 décembre 1928 à Khemis Miliana, M'hamed Bougara a fait des études à l'école primaire et appris les préceptes de la religion dans sa ville, puis des études à la Zeitouna avant de retourner, plus tard, dans sa ville natale où il a pratiqué le métier de soudeur à l'électricité dans un centre de formation professionnelle.

Formé à l'école du scoutisme, il a adhéré au Parti du peuple algérien (PPA) puis au MTLD. Il a connu la prison coloniale le 8 mai 1945 pour avoir participé aux manifestations qui ont eu lieu à travers plusieurs régions du pays. Il a rejoint la Révolution dès les premières heures de son déclenchement et a été promu à différentes responsabilités et au grade d'adjoint politique en 1955. Son nom est cité dans les nombreuses batailles auxquelles il a pris part, lui valant la reconnaissance des chefs historiques et sa promotion au grade de capitaine. Il a assisté au Congrès de la Soummam le 20 août 1955, qui lui reconnut le rôle de chef politique au sein de la Wilaya IV. Il a alors été promu au rang de colonel et chef de la wilaya IV en 1958.

De Médéa, Nabil Bey

Si Boufarik m'était contée

L'ALGÉRIE célèbre en ce mois de juillet le 60e anniversaire de l'indépendance. Une libération venue après de longues années de confrontation qui ne peuvent être effacées de la mémoire de tout un chacun et que l'histoire n'oubliera jamais. En effet, c'est à partir d'une forte détermination qu'il a été décidé de faire face à l'ennemi et d'arracher cette liberté. Une date est vite choisie par les dirigeants de l'ALN pour le déclenchement d'une terrible guerre qui a duré sept années. C'était le 1er novembre 1954. Cette dernière est restée top secret jusqu'à la veille du jour J. Dans la Mitidja, l'un des plus importants bastions du déclenchement de la guerre de libération, et au début du mois d'octobre 1954, l'ordre a été donné afin que plusieurs opérations de sabotage puissent être menées à Boufarik et sa périphérie. La tâche de ces opérations s'annonçait très rude. Des hommes valeureux prirent en charge le courant de la résistance à Boufarik, juste avant le déclenchement de la guerre. Cet acte fut donné à Ammar Ouamrane, qui s'est déplacé avec un groupe de djounoud de la Kabylie vers la ville de Boufarik afin de coordonner avec les responsables locaux le plan et la planification de ces actes de sabotage. Il y avait 17 opérations planifiées par R. Bitat, Souidani B. A. Bouchaib, B. Kanoun et d'autres encore, tous responsables et chefs de zones responsables de la wilaya IV. Les cibles visées étaient la caserne de Bouamrous et la coopérative des agrumes à Boufarik, l'usine Cellumaf de Baba-Ali ainsi que plusieurs ponts d'oued à détruire, dont celui de Oued Lakhel à Boufarik, un oued à Benchabane, un autre à Hammam Melouane, un à Tessala El-Merdja. Selon plusieurs témoignages, sur les 17 opérations, seules 13 furent exécutées, et ce par manque d'organisation et de coordination entre les responsables. Il y a eu cet acte de sabotage perpétré par les moudjahidine de la zone de Boufarik ainsi qu'un autre acte héroïque, toujours dans la ville de Boufarik. Il s'agit de bicyclettes piégées laissées l'une à l'angle d'un grand boulevard adjacent à un pub, plein en ce jour par des Français, et l'autre à 50 m de la première, avec une durée de 10 minutes entre les deux déflagrations. Les auteurs étaient Khali Hannachi, décédé en 1980 suite à un accident, et Nourredine Slamani, toujours en vie. Il convient de noter que, durant ces deux explosions, plus de 80 Français ont trouvé la mort. **T. Bouhamidi**

Page 10_Mise en page 1 03/07/2022 18:36 Page 1

La colonisation peut-elle être qualifiée de crime contre l'humanité ?

Par Safi Benaissa

Telle que posée cette question fausse la réalité de ce que fut la colonisation en Algérie pendant 132 ans et sème la confusion dans son approche qui est plutôt plurielle, d'abord par son agression pour une conquête meurtrière, par sa domination sans partage, par sa répression sauvage et sa réaction criminelle contre le mouvement de libération nationale.



Avant d'être occupée et administrée, l'Algérie a été agressée et a subi une guerre de conquête par la force des armes pour la déposséder et lui confisquer ses terres, au profit d'une colonie de peuplement soutenue et encouragée par le grand capitalisme financier.

C'est cette guerre de conquête qui a été génocidaire et qui a consisté à l'extermination des populations, à des meurtres collectifs, à une chasse à l'homme bestiale, «de coupeurs de tête et jouisseurs des supplices» .

Lisons la prophétie des termes dans lesquelles M. E. F. Gautier avait qualifié cette période : «Autour des villes côtières que nous occupons, les indigènes ont «disparu» dans cette période meurtrière du début. En faisant la solitude, il est clair que nous avons préparé la base de la colonisation. Et il faut avoir le courage de le reconnaître, il est inutile de le nier sur les toits, mais il serait dangereux de l'oublier parce que les conséquences de nos débuts, absurdement sanglants se font nécessairement sentir encore : on ne peut pas dire ça n'ait pas été»

C'est cette phase de conquête qui a duré plus de cinquante (50) ans, jalonnée de massacres et de tueries des indigènes qui a constitué la scène et la séquence au sein desquels a été commis le crime contre l'humanité.

LA DOMINATION COLONIALE

La période qui a suivi est celle qui a consolidé l'implantation et la domination de la colonie de peuplement avec ses lois scélérates -le code de l'indigénat est les plus révélateur -.

Anatole France que la politique de chasse à l'homme, de dépossession et de spoliation, avait troublé la conscience écrit : «La France a pendant soixante-dix ans, dépouillé, chassé, traqué les arabes pour peupler l'Algérie d'Italiens et d'Espagnols ; est-ce que cette folie coloniale ne finira jamais ?»

Ce pouvoir exorbitant que détenaient les colons sur les indigènes – sujets de la République française- leur conférait un droit léonin, qui a fait dire à M. F. Abbas : «Ils croient exercer sur nous un droit de propriétaire : ils ne peuvent nous parler, nous regarder, agir avec nous qu'en nous considérant comme leurs «indigènes». Ils croient avoir sur nous un pouvoir de droit divin»

DEUXIÈME ACTE DU CRIME COLONIAL

Le jour de la fête de la victoire sur le nazisme à laquelle s'est joint le peuple algérien pour manifester son désir de s'affranchir, lui aussi, de l'occupation française, s'est enclenché contre la population musulmane un effroyable massacre collectif qui avait mobilisé tous les corps de l'armée coloniale, auxquels se sont joints les ultras armés par les autorités, jusqu'au-delà du mois de mai 1945.

Pourtant cette manifestation organisée par un mouvement nationaliste à Sétif et sa région – Guelma et Kherata- principalement, était pacifique et se voulait être l'expression d'une revendication d'émancipation du joug colonial, qui s'inscrivait dans l'histoire de la libération de toute occupation étrangère que venait de connaître une partie de l'Europe -dont la France – par l'Allemagne nazie.

GUERRE DE LIBÉRATION ET CRIME DE GUERRE DE LA PUISSANCE OCCUPANTE

Les revendications des nationalistes ont tous buté sur une fin de non-recevoir de la France coloniale. Ne s'offrait à eux que la voie de la violence ; comme l'écrivait Lénine «il est vrai que ce qui a été établi par la force ne peut être détruit que par la force ; quand la propagande pénètre profondément les masses, elle constitue, elle aussi une force». C'est pourquoi M. F. Abbas pensait «que l'établissement des rapports normaux entre Européens et non européens, entre Français et Algériens suppose la fin du régime colonial».

Là encore M. F. Abbas avait une pensée généreuse mais n'était pas partagé par les colons «on peut à la rigueur guérir un cancéreux de son cancer, mais on ne guérira jamais, ces colonialistes de leur colonisation».

La guerre fut terrible. Les forces en présence étaient disproportionnées. Les combattants algériens étaient sous-armés, mais combattaient avec vaillance, portés par leur idéal de lutte pour une cause juste, celle de la libération de leur pays, galvanisés par le soutien populaire.

L'armée Française forte de son arsenal militaire, poussée par une population européenne obsédée de ses privilèges, a mobilisé toutes ses ressources pour maintenir sa présence et sa domination, par le recours à sa machine de répression en arrosant au napalm des mechtas et douars en rase compagne, par des procédés de torture inhumains à tout prisonnier suspect, et, ce qu'ils ont dénommé corvées de bois – tuerie de sang-froid de détenus à l'intérieur du pays – , les massacres collectifs de population sur qui pesait des «soupçons» de soutien aux moudjahidine.

La guerre de libération nationale menée sous l'égide du FLN, qui, avait pris la forme d'une guérilla -par absence évidente de logistique-, a réveillé les vieux démons coloniaux qui sommeillaient en eux, pour entreprendre l'extermination systématique de la population indigène, qui s'est soldée par le chiffre macabre d'un million et demi de chouhada, sous le fallacieux prétexte du maintien de l'ordre aux yeux de l'opinion internationale, tout en dissimulant ses pratiques criminelles dont était victime la masse des autochtones.

QUELLE PERCEPTION OUTRE-MER ?

Nous avons rappelé les trois séquences qui ont jalonné, la colonisation dans notre pays, pendant lesquelles ont été perpétrés les différents génocides contre les populations indigènes de ces différentes époques pour évacuer les débats stériles et contradictoires des méfaits ou bienfaits de la colonisation française et encore moins de traduire en justice devant un tribunal criminel la population pied-noir, tel qu'interprété par M. Melenchon, pourtant homme de grande culture et ami de l'Algérie -lui-même descendant pied-noir- par suite à la déclaration d'E. Macron qui a qualifié la colonisation comme crime contre l'humanité.

Cette déclaration avait soulevé un tollé général dans la classe politique française -surtout de la droite et l'extrême droite- et divisé l'opinion publique. Ce débat franco-français entre hommes politiques de divers horizons, par journalistes interposés, a démontré, sauf rares exceptions, que la classe politique par méconnaissance de leur histoire coloniale, ou plus grave par dissimulation ou déni de celle-ci, pour des fins électorales, fait dans l'approximation, et use de vieux clichés pour tromper et cacher les vérités historiques à leur opinion publique. A entendre ce qui se dit sur les plateaux TV et les reportages de journalistes, l'on se convainc que la majorité des Français n'ont pas été instruits sur ce qu'a été la colonisation depuis la conquête jusqu'à la fin.

L'une des images des plus cocasses, ou sur BFM, est celle d'une dame du troisième âge pied-noir vitupérait contre les ex-colonisés, de n'être pas reconnaissant, en tenant ces propos : «On les a instruit, on les a nourri, on leur a laissé des puits de pétrole et c'est comme ça qu'on est traité».

Soixante ans après l'indépendance il se trouve encore des pieds noirs -pas tous- qui débitent encore ces inepties, c'est symptomatique d'une profonde négation du colonisé, insidieuse et persistante.

Elle est doublement condamnable quand elle est instrumentalisée par certains médias, comme le FN a voulu pousser les harkis à manifester contre la position de Macron.

Eux et leurs ascendants qui pourtant ont été victimes du système colonial.

D'autre part leur perception de la pratique politique algérienne est analysée à travers leur organisation politique et sociale pour mieux souligner notre supposée incapacité à instaurer les règles démocratiques qu'un Etat de droit aurait imposé.

Une lecture peut expliciter ces assertions : c'est de nous signifier de ne s'en prendre qu'à nous-mêmes d'avoir choisi de rejeter la tutelle qui aurait aidé à intégrer la modernité et corrélativement de se «dédouaner» des méfaits de la colonisation.

Mais la réalité de notre condition sociopolitique est due à des causes essentiellement historiques.

Le sous-développement est un héritage de l'exploitation coloniale. Socialement, politiquement et culturellement la société algérienne se démarquait complètement de la société européenne de par son histoire qui était aux antipodes de celle de l'occident.

Par ailleurs la colonie européenne qui s'était implantée sur le territoire algérien bénéficiait de privilèges exorbitants et vivait en communauté, tournant le dos à la communauté algérienne qui tout en subissant son diktat, l'ignorait à son tour. Les seuls rapports qu'ils entretenaient, l'étaient dans un cadre professionnel dans lequel les ouvriers indigènes étaient dans un état de dépendance.

L'activité politique était le fait d'une petite élite -de niveau scolaire- qui a pu accéder aux rares écoles «indigènes». Elle était étroitement surveillée et limitée à sa plus simple expression.

Les nationalistes étaient contraints à agir clandestinement pour la sensibilisation des masses, à investir le syndicat toléré – la CGT – et à éveiller la conscience nationale par le réseau de medersas à l'initiative de l'Association des Oulémas.

C'était des partis nationalistes et non des partis de classes antagoniques. Leur objectif était la libération nationale et non des luttes d'intérêts de classes.

WILAYA III HISTORIQUE

Un apport considérable pour l'indépendance nationale

Le peuple algérien célèbre fièrement et dans l'allégresse le soixantième anniversaire de la fête nationale d'indépendance et de la jeunesse. Fierté et allégresse justifiées et légitimes car il est évident que la guerre d'indépendance algérienne, menée par le FLN et son aile armée, l'ALN, est l'une des guerres les plus sanglantes et certainement des plus intelligentes de tout le XXe siècle après la Première guerre mondiale (1914-1918) et la Seconde guerre mondiale (1939-1945). Dans cette logique, il est clair que la réflexion et les préparatifs de cette guerre déclenchée le 1er novembre 1954, qui a duré sept ans et demi, ont débuté bien avant le jour J. Et au-delà du long processus politique et militant, l'action armée a débuté en Kabylie dès 1947. En somme, l'action politique a été menée en parallèle avec l'action armée.

La cheville ouvrière de cette corrélation entre le militaire et le politique n'est autre que Krim Belkacem. Connu des militants sous le pseudonyme Si Rabah, Krim Belkacem a sillonné toute la Kabylie à l'effet de faire adhérer les populations au principe de ce qui sera appliqué plus tard, c'est-à-dire la déclaration de guerre à la France coloniale.

Croire que Krim Belkacem et ses collaborateurs agissaient dans ce sens au vu et au su de tout le monde serait une erreur. En effet, le choix des hommes à recruter pour défendre la cause nationale se faisait dans la discrétion la plus totale. C'est pourquoi le véritable nom de Krim Belkacem n'était pas connu de tout le monde. Les militants eux-mêmes ne se connaissaient pas tous entre eux. Seuls les responsables de groupe ou de section se connaissaient et connaissaient naturellement Krim Belkacem. Ainsi, les différentes réunions que tenaient les militants étaient couvertes du sceau du secret le plus absolu.

S'agissant des actions armées menées par les hommes de Krim Belkacem entre 1947 et le 1er novembre 1954, elles portaient exclusivement sur des cibles bien précises. C'étaient généralement les grands collaborateurs de la France coloniale, tels que les caïds, les policiers, les agents d'administration et les indicateurs connus, qui étaient ciblés.

UNE RÉPRESSION DES PLUS FÉROCES

Ainsi, la wilaya 3 historique a fourni beaucoup d'hommes dans l'action armée du 1er novembre 1954 ainsi que beaucoup de responsables. Parmi eux figurent Amirouche Aït-Hamouda, Amar Ouamrane, Ali Mellah, Slimane Dehiles, Salah Zamoum, Abderrahmane Mira, Mohand Oulhadj, etc. Au total, la wilaya 3 historique a fourni 12 colonels pour l'ALN- FLN. Cette forte mobilisation politique et armée de la wilaya 3 n'est certainement pas passée inaperçue pour la France coloniale. C'est pourquoi la répression menée contre la Kabylie a été des plus féroces.

L'opération « L'Oiseau Bleu », menée à Iflissen et ses environs par Omar Toumi et qui a porté gravement atteinte à la réputation de l'armée française, a eu de lourdes conséquences pour l'ALN plus tard. En effet, la riposte de l'armée française s'est traduite par une opération musclée, laquelle a débuté le 6 octobre pour ne se terminer que le 12 octobre 1956 dans la commune maritime d'Iflissen. Cette opération, particulièrement sanglante, est connue sous l'appellation d'Agouni-Ouzidoudh. Ce ne sont pas moins de 97 moudjahidine et une douzaine de moussebiline (membres de l'OCFLN) qui mourront sur le champ de bataille. Selon plusieurs témoignages, même des civils ont été tués lors de cette bataille.

Par ailleurs, l'armée française a commis de terribles représailles sur les populations de cette région. Ces représailles ont même



Moudjahidine zone IV - Wilaya III : non identifier

touché une bonne partie d'Azeffoun. Aujourd'hui encore, les habitants d'Iflissen ayant vécu cette bataille d'Agouni-Ouzidhoudh la gardent toujours en mémoire. « Elle a été terrible », témoignent encore les vieux de cette région maritime.

Parler de la guerre de libération nationale dans la wilaya 3 historique, notamment dans la région de Tigzirt – Iflissen, c'est aussi faire référence aux multitudes batailles qui se sont déroulées dans le grand massif forestier de Mizrana. Du fait que sa lisière du côté est jouxte avec la RN 71, principal chemin emprunté par les convois militaires français partant pour Tigzirt et faisant le chemin inverse, les embuscades des commandos de l'ALN y étaient alors fréquentes. Idem pour les ripostes de l'armée française. C'est pourquoi aussi il y a eu, à maintes reprises, le largage de napalm sur les parties boisées soupçonnées servir de cachettes pour les moudjahidine. Et il n'était pas rare que les moudjahidine ayant survécu à l'attaque fulgurante de l'ennemi n'eurent pas le temps d'enterrer leurs compagnons morts au combat.

Un moudjahid, originaire du village El-Kelaâ, dans la commune de Tigzirt, a livré un témoignage poignant. Alors qu'ils étaient en patrouille en pleine forêt de Mizrana, lui et un groupe de ses camarades sont tombés sur une meute de chacals qui étaient en train de dévorer le corps sans vie d'un moudjahid. « Il a fallu user de nos armes pour faire fuir les charognards. Ce sont seulement les os et quelques lambeaux de chair, ce qui restait du cadavre, que nous avons pu enterrer », a-t-il ajouté.

La bataille de Sid-Ali-Moussa, qui a eu lieu le 6 janvier 1959, reste, quant à elle, tristement mémorable. Quand les renseignements français eurent vent d'un important rassemblement de moudjahidine dans cette forêt – des renseignements obtenus auprès d'un traître –, les forces ennemies, dont le commandement fut assuré par un général, secondé par deux lieutenants-généraux, encerclèrent toute la partie ayant servi de rencontre aux moudjahidine. Et la bataille qui s'ensuivit fit écho dans presque le monde entier. Ce sont des centaines de moudjahidine, dont des officiers, qui y laissèrent leur vie. C'est aussi à l'issue de cette bataille que l'armée française utilisa à grande échelle le napalm. D'ailleurs, cette arme terrifiante toucha aussi des militaires français.

Concernant cette bataille, il convient de préciser que les combats ont duré toute la journée. En revanche, la présence des militaires français sur les lieux a duré une semaine. En effet, ils ont mené une vaste opération de ratissage dans le but évident de tomber sur des moudjahidine pour en faire des prisonniers. Ils n'en trouvèrent aucun car, à la tombée de la nuit, les moudjahidine survivants, blessés mais indemnes, ont réussi à effectuer une sortie pour se retrouver loin de la présence ennemie.

Il ne faut pas oublier aussi les effets dévastateurs subis par la wilaya 3 historique lors de l'opération Jumelle. En effet, plus de 900 moudjahidine ont perdu la vie lors de cette opération.

Notons enfin que cette opération a été décidée par le haut commandement militaire français suite à la suggestion qui lui a été faite dans ce sens par le général Jacques Faure, lequel a eu cette suggestion de la part d'un Algérien de citoyenneté française. La discussion entre cet Algérien et le général Jacques Faure a eu lieu dans l'actuel siège de la wilaya de Tizi Ouzou. Le Jeune Indépendant détient une copie du procès-verbal ayant sanctionné cette discussion.

Saïd Tissegouine

LE MARTYR AHMED ALLILI DIT SI EL-BAGHDADI

DE SON vrai nom Ahmed Allili, Si El-Baghdadi est né le 28 mai 1925 au douar Beni Ghomriane, dans la wilaya de Aïn Defla. Il a grandi dans la ville de Boufarik. Alors qu'il était encore jeune, Si El-Baghdadi a adhéré au SMA avant d'être membre de l'OS. En 1951, il a été arrêté et condamné à une peine de prison et à une amende, avec interdiction de séjour dans la ville de Boufarik. Il s'est alors installé à Koléa, chez les familles Si Achour et Bentorki, puis à Hadjout, où il a exercé le métier de menuisier chez un Italien. Il a été hébergé dans l'établissement du chahid Oul Hocine Rabie, avec son ami, le regretté Lakhdar Noughi dit Tonton. Si El-Baghdadi a rejoint le maquis en 1954. Il a été le compagnon de Boudjemâa Souidani et du chahid Si Benyoucef (Mokhtar Kritli). Il a ainsi été le premier capitaine politico-militaire de la zone 3 de la Wilaya IV (Ouarsenis-Zeccar). En 1956, il est descendu du maquis vers Boufarik afin d'organiser les actions des fidayine, soit des attentats dans la ville de Boufarik, fief des grands colons de la Mitidja, tel le maire de Boufarik Amédée Froger. En 1956, le commandement de la Wilaya IV l'a chargé d'une mission au Maroc. Il devait ramener de l'armement. Si El-Baghdadi a affronté tous les dangers en cours de route et a ainsi traversé le territoire algérien. Plusieurs accrochages avec l'ennemi ont eu lieu. Il est entré au Maroc où il a éprouvé d'énormes difficultés dans l'accomplissement de sa mission. Il a quitté le Maroc pour l'Espagne afin de rejoindre Tunis. Il a réglé, avec beaucoup de réticences, le problème de l'armement. Mais il fallait constituer un bataillon pour l'acheminement des armes. Il a donc fait appel à des volontaires parmi lesquels des étudiants. Le bataillon ainsi formé est entré en Algérie par la frontière tunisienne, en traversant la redoutable ligne Morice. Arrivé dans la Wilaya II (le Constantinois), le bataillon est tombé dans un ratissage. Un violent accrochage s'en est suivi, au cours duquel Si El-Baghdadi a perdu son portefeuille contenant son laisser-passez qui a été récupéré par l'ennemi. En dépit de toutes ces difficultés, il est parvenu à rejoindre, avec ses compagnons, la Wilaya IV. Croyant l'avoir abattu, l'ennemi a diffusé par radio et à travers la presse la nouvelle de sa mort. Les armes ramenées ont été réparties à parts égales entre les trois zones de la Wilaya IV. En 1958, en revenant d'une deuxième mission au Maroc, où il a ramené de l'armement et des munitions, il a été encerclé, avec quelques moudjahidine, par des hélicoptères en terrain découvert, entre El-Bayed et Mechria. Ne voulant ni se rendre ni être capturé vivant, il a opposé une résistance farouche à l'ennemi jusqu'à sa mort en héros, le 28 août 1958. Si El-Baghdadi appartenait à une famille de révolutionnaires. L'un de ses frères est mort au combat, l'autre a été détenu, quant à son épouse, elle est tombée, les armes à la main, dans la région de Chleff, trois mois avant la proclamation de l'indépendance en 1962. Ils ont laissé derrière eux une fille prénommée Djahida, qui est toujours en vie et habite à Boufarik.

T. Bouhamidi

TAEKWONDO: « PASSER LES PREMIERS TOURS, OBJECTIF DES ALGÉRIENS »

LA SÉLECTION algérienne de taekwondo tentera de passer les premiers tour Jeux méditerranéens-2022 à Oran, qui ont débuté hier (dimanche) dimanche au centre des Conférences Ahmed Ben Mohamed à Oran, avec la participation de 168 taekwondoistes représentant 22 pays. «La compétition sera relevée en raison de la présence de nombreux champions. Nous tâcherons de passer avec succès les premiers tours éliminatoires», a déclaré à l'APS, l'entraîneur national de taekwondo, Zeghdoud Merdj, et d'ajouter :»Nous ne savons pas si le tirage au sort sera clément ou pas. Si nous avions obtenu des points au classement mondial, les choses auraient été mieux.Toutefois, nous avons fait tout notre possible pour bien préparer le groupe sur plan physique et technique. Ce qui me fait de la peine, c'est notre absence lors des tournois internationaux Open, une occasion qui nous aurait permis de se mesurer à l'élite mondiale». a-t-il regretté «Si nous avions pris part à 8 ou 10 tournois internationaux, nos taekwondoistes seraient mieux préparés, malheureusement ilsn'ont pas eu l'occasion d'affronter des adversaires plus forts, pour diverses raisons» a-t-il souligné. Le coach national a conclu que « les athlètes algériens qui se sont contentés d'une préparation en Algérie, vont tenter de relever le défi et faire l'impossible pour aller le plus loin possible dans la compétition qui s'annonce très difficile». Pour l'entraîneur national Zeghdoud, les pronostics sont en faveur des concurrents de l'Italie et de l'Espagne qui devraient, selon lui, récolter le plus de médailles aux JM d'Oran. Le staff technique national a retenu pour les JM-2022 les meilleurs taekwondoiste dont certains n'ont pas une grande expérience, mais capables d'honorer les couleurs nationales».

VOILE : LE NOUVEAU MATÉRIEL JOUE UN MAUVAIS TOUR AUX VÉLIPLANCHISTES ALGÉRIENS.

SANS SURPRISE, les éléments de la sélection nationale de voile trouvent du mal pour suivre le rythme du tournoi de cette spécialité dans le cadre de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), qui se poursuivent, au moment où ils trouvent des difficultés énormes aussi pour s'adapter avec le nouveau matériel utilisé dans les épreuves de sport. Après quatre jours de compétition dans les spécialités «Laser Radial, Laser Standard et «EQ Foil», certains sportifs algériens occupent des places au milieu du tableau, alors que d'autres n'ont pu éviter le bas du classement, avant deux jours de la clôture des épreuves de ce sport qu'abrite le complexe touristique les Andalouse à Aïn El-Turck. L'Equipe nationale de Voile est présente dans cette compétition avec huit véliplanchistes, dont 4 dames, et ce, sur 94 sportifs de 18 pays méditerranéens, avec une moyenne d'environ 30 véliplanchistes dans chaque spécialité. Le directeur technique national, Adlène Amriche, n'a pas manqué d'afficher sa déception quant au niveau présenté pour l'occasion par les athlètes de la sélection nationale, même s'il a reconnu qu'il était très difficile pour eux de tenir la dragée haute à leurs concurrents ''d'un niveau de loin meilleur, tels ceux d'Espagne, France et Italie''. Pour ce technicien, le manque de préparation des véliplanchistes algériens leur a également joué un mauvais tour, surtout que le nouvel équipement imposé par la Fédération internationale de la discipline (Eiko Foil) n'était pas acheminé en Algérie à temps pour permettre aux sportifs de s'y adapter. A l'issue de la cinquième journée des épreuves de voile, les représentants italiens dominent les débats devançant leurs homologues espagnols et turcs, alors que les Algériens occupent tantôt le ventre mou du tableau et tantôt son bas. Les épreuves de cette discipline seront clôturées dimanche avec au menu une seule course qui déterminera le vainqueur. A souligner que les délégations étrangères présentes aux Andalouses ont été séduites par le site de la compétition où le vent est souvent fort ce qui arrange largement les affaires des spécialistes de ce sport dans leur quête des meilleures performances possibles.

Judo : l'Algérie renoue avec l'or 13 ans après

« Lors des deux éditions précédentes, nous nous sommes contentés de deux médailles de bronze», a rappelé le directeur technique national, Samir Sbaa, qui a qualifié de «très positive» la participation du judo algérien dans les JM oranais



Le judo algérien a eu le mérite de mettre un terme à près de 13 ans de disette grâce à son étoile montante, Driss Messaoud, qui a offert à l'Algérie sa seule médaille d'or dans les Jeux méditerranéens (JM) depuis l'édition de 2009 à Pescara (Italie), et ce, à l'occasion de l'édition d'Oran 2022 qui se poursuit encore. Une performance ayant valu à Driss Messaoud l'encensement de tous les sportifs, notamment les responsables de la Fédération algérienne de judo, à l'image du directeur technique national, Samir Sbaa, qui a qualifié de «très positive» la participation du judo algérien dans les JM oranais grâce en particulier à la performance du pensionnaire de club sportif amateur (CSA) Ouled El Bahia. «La médaille d'or décrochée par Driss est d'une grande valeur, vu qu'elle permet à notre judo de renouer avec le vermeil qu'il ne s'est pas adjugé depuis l'édition de Pescara en 2009. Lors des deux éditions précédentes, nous nous sommes contentés de deux médailles de bronze», a-t-il rappelé dans une déclaration à l'APS à l'issue du tournoi de judo clôturé vendredi au Centre des conventions Mohamed-Benahmed. Mais les amateurs de ce sport s'attendaient à une meilleure moisson dans cette messe sportive méditerranéenne surtout que celle-ci se déroule à domicile, et surtout aussi que les judokas algériens avaient dominé, il y a quelques semaines à peine, le championnat d'Afrique tenu aussi à Oran. Mais à l'arrivée, l'équipe nationale s'est contentée d'une médaille d'or, deux en argent (Belrakaa et Bouamar) et une dernière en bronze (Belkadi). «C'est une moisson très intéressante au regard du niveau ayant prévalu dans ce tournoi de judo, qui a vu la participation de champions internationaux, ce qui a rendu difficile la mission de nos athlètes qui ont tout de même réussi à bien s'en sortir dans l'ensemble», a expliqué le technicien algérien. Il n'a pas omis, au passage, de vanter la préparation effectuée tout au long d'une année, pendant laquelle beaucoup de stages ont été programmés au profit des judokas algériens, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger. Questionné sur les déceptions enregistrées parmi les 14 judokas qui ont pris part à cette édition, Samir Sbaâ a indiqué que «tout le monde a donné le meilleur de lui-même, et sont du coup à féliciter», poursuivant que le prochain objectif de ses athlètes sera les Jeux islamiques qui débuteront dans quelques semaines en Turquie. Pas moins de 157 judokas, représentant 23 pays, ont pris part au tournoi de judo pour le compte de la 19e édition des JM qui seront clôturés mercredi.

TAEKWONDO :

168 athlètes de 22 pays sont entrés en lice dimanche

LE TOURNOI de taekwondo des Jeux méditerranéens-2022 d'Oran, prévu les 3 et 4 juillet avec la participation de 168 athlètes de 22 pays, s'annonce très disputé entre concurrents de haut niveau dont des champions olympiques. La compétition, prévue au Centre des Conférences Ahmed-Benmohamed d'Oran, s'annonce très relevé, en témoigne la participation, entre autres, d'une quarantaine de taekwondoistes détenant à leur palmarès des consécrations mondiales et olympiques. La sélection algérienne, selon l'entraîneur national Merdj Zeghdoud, vise dans cette compétition à réaliser une bonne prestation lui permettant de récolter des points supplémentaires dans le classement mondial en vue d'assurer une qualification aux Jeux olympiques-2024 de Paris. Parmi les favoris de la compétition figurent notamment l'Italien Vito Dell'Aquila (-58 kg) champion olympique à Tokyo et classé N.1 mondial. Dans cette même catégorie, on trouve le Tunisien Mohamed Khalil Djendoubi, vice-champion olympique et 5è au classement mondial, et l'Espagnol Adrian vicente Yunta, vice-champion d'Europe 2021 à Sofia, tout comme le représentant égyptien Aissa Mansari (3è mondial). Pour l'entraîneur Zeghdoud, les pronostics sont en faveur des concurrents de l'Italie et de l'Espagne qui devraient, selon lui, récolter le plus de médailles aux JM d'Oran. En revanche, les chances de la sélection algérienne sont minimes face aux ténors de la discipline, sachant que les athlètes algériens ne figurent pas parmi les meilleurs classés au ranking mondial. Une qualification au deuxième tour serait déjà une bonne performance, au vu de la période difficile vécue auparavant par le taekwondo algérien, absent à un certain moment de la scène compétitive internationale. En prévision des JM d'Oran, «nous avons prévu de participer à six tournois internationaux Open, mais on n'a pas pu le faire. On s'est contenté de stages de préparation à l'intérieur du pays. Nous nous sommes efforcés pour garantir la meilleure préparation, physique et technique à nos athlètes. Cependant, on regrette le fait de n'avoir pris part à aucun tournoi international ce qui a privé nos athlètes de se frotter au haut niveau». «Nos athlètes vont à coup sûr affronter des adversaires de haut niveau dès le 1er ou 2è tour. Sur le papier, nous n'avons pas de chances d'aller loin dans la compétition, mais nos athlètes vont tout faire pour réaliser une belle prestation et tenter de réaliser des surprises», a ajouté le coach national. En attendant un renouveau du taekwondo algérien, l'objectif de la sélection algérienne, après les JM-2022 d'Oran, et de bien se préparer pour les championnats d'Afrique de Rwanda (16-17 juillet) en vue de s'illustrer et bien se classer», selon le technicien algérien.

DE L'ÉTERNEL DÉBAT SUR LA FORMATION DES JEUNES

Y'a-t-il encore quelque chose à voir ?

Le tournoi de football des JM, avec la finale prévue demain, lundi, et qui opposera l'Italie à la France, s'il confirme combien sera dure la mission du prochain bureau fédéral de la Faf qui s'apprête à élire, jeudi prochain un nouveau président, donne un aperçu sur le fossé, voire le gouffre qui sépare notre balle ronde du niveau mondial. Du travail qui attend la nouvelle équipe qui sortira des urnes, sur un plan où tout le monde, pratiquement, a failli. En se trompant de priorités...

PAR AZOUAOU AGHILES

Battus sans discussion (1-2) par une sélection française représentant une des meilleures, sinon la meilleure école de formation actuellement au monde, nos U18, qui ne manquaient, à l'occasion, ni de talent ni d'envie, ont raté la dernière étape menant au carré d'as, devant le 2nd sociétaire du groupe, un onze marocain bien en jambes et qui rate, l'Italie étant passée par là, une belle opportunité de jouer l'or. Pourrait toutefois décrocher le bronze face à un adversaire turc qui n'a néanmoins pas pesé lourd lors de sa sortie face à des « bleuets » décidés à jouer la plus haute marche du podium. Ce sera donc une belle affiche quand même que ce sommet France- Italie dans un Complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran (20h45) promettant de faire le plein, les deux footballs représentant, faut-il encore le rappeler, ce qui se fait de mieux dans la formation des jeunes talents. En ouvrant le tournoi sur un véritable exploit (un succès probant devant une solide sélection ibérique qui ne se relèvera finalement pas de ce cuisant échec en ratant son objectif de revenir chez elle avec le vermeil) ont semblé, dès le départ, donner le ton. En affichant des ambitions dont ils n'avaient pas les moyens en dépit d'un talent certain étalé par quelques éléments qui n'ont pas laissé, par exemple, insensible le coach Belmadi. Un succès de rang, et pas devant n'importe qui, mais une pression qui montera crescendo



face à l'engouement populaire entraîné par les promesses de départ. Qu'ils ne pouvaient tenir vues leurs limites face à des clients formés pour. Eliminé dès le premier tour, le groupe monté par Mourad Slatni, qui suivra le reste de la compétition à partir des tribunes avec un peu de frustration (sans plus) après le mauvais tour joué à l'Espagne, présente un bilan (une victoire et deux défaites) pour le moins, il faut le reconnaître, négatif. En tout cas, en n'allant pas au bout de son objectif, largement insuffisant, pour espérer jouer les premiers rôles. Au-delà des commentaires plutôt élogieux pour un onze peut-être capable de mieux en ayant les ingrédients (on ne les a que rarement vus sur au moins deux sorties conclues par deux revers) de rendre meilleure copie. On ne s'arrêtera pas également sur les justifications du staff technique qui savait au départ à quoi s'en tenir et à quelle concurrence ses poulains allaient se frotter, les adversaires européens, en plus du Maroc qui marche relativement bien au niveau des petites catégories, étant de haut niveau. Formés à bonne école en plus des moyens de préparation dont ils jouissent. Les petits « Verts », ne sont pas allés en demies, ni ne verront (des tribunes ?) les 90 dernières minutes menant au sacre. Un podium que personne, soit dit en passant et il faut être honnête de le rappeler, ne leur demandait. On retiendra qu'ils n'ont pas été, loin s'en faut, ridicules en vendant chèrement leur peau lors de deux sorties (France et Maroc) durant lesquelles ils ont été écrasés mentalement par la spécificité même de ce genre de rencontres qui se sont joués, une fois n'est pas coutume et même rare à ce niveau de catégorie, devant des affluences records. Ceci expliquant cela, et tout en concédant à l'entraîneur national, Slatni, ce sempiternel « problème de préparation », force est de constater que les conditions n'étaient pas réunies pour mettre dans les bonnes conditions des joueurs dont on imagine, encore une fois et ce n'est pas la dernière, l'immense frustration. Faux-fuyants ? Pas certain quand il (Slatni, toujours) va droit au but en abordant « les turbulences vécues par la Fédération algérienne (FAF), avec notamment la démission de son président Charaf-Eddine Amara ». C'est dit honnêtement. Sans langue de bois. Qui de Abdelhakim Serrar ou de Djahid Zefizef sortira vainqueur ? La réponse important peu face aux dégâts qui jonchent un bilan catastrophique de bien des mandats. On sait qu'on nous invite dès maintenant à circuler car, comme toujours, il n'y aura rien à voir. Bien de nous avertir, merci de nous démentir.

SIGNÉE ABDENOUR BENDJEMAA SUR LE 400M

Une seule médaille pour l'Algérie pour la journée de samedi

LA MÉDAILLE de bronze de l'athlétisme obtenue, samedi, par Abdenour Bendjemaa sur le 400m, a été la seule satisfaction de l'Algérie, lors de la 7e journée des Jeux méditerranéens d'Oran 2022. Cette unique consécration a porté le total de l'Algérie en médaille à 38 (15 or, 12 argent et 11 bronze). Bendjemaa (24 ans) a réussi à un exploit de prendre le bronze et du coup réaliser son meilleur chrono de l'épreuve (46.06). Cette performance a boosté, le hurdler Amine Bouanani pour se qualifier pour la finale du 110m haies, en dominant la 2e série en 13.44, améliorant du coup son record d'Algérie (13.45). Par contre, leurs coéquipiers engagés en finales de la journée, dont Salim Keddar et Mohamed Drabli sur 1500m, ou encore Souad Ait Salem sur 5000m, n'ont pas réussi à se hisser sur les podiums de leurs spécialités respectives. Si l'athlétisme a réussi au moins une médaille samedi, la natation continue, par contre, à décevoir, avec des éliminations en file de ses athlètes et lors des séries, à l'image de Melih Amel et Nesrine Medjahed au 50m papillon, Youcef Bouziane et Moncef Aylen Balamane (50 brasse), entre autres. Le seul athlète qui est sorti du lot, a été Ramzi Chouchar finaliste au 400m quatre nages, après être passé par un tour éliminatoire. Chouchar a pris la 7e place en finale (4 :27.93). D'autres déceptions ont caractérisées la journée des Algériens, avec l'élimination de l'équipe nationale de handball (messieurs) par l'Espagne (31-19) au 1er tour du tournoi, et celle des dames qui ont bouclé le premier tour par une troisième défaite de suite, cette fois-ci devant la Tunisie (20-19), à l'occasion de la dernière journée du tour préliminaire. De son côté le 3x3 algérien de basket a été éliminé par l'Espagne (21-18), en quart de finale du tournoi, alors que les dames ont pris la 10e position, après leur défaite face à la Grèce 16-9, en match de classement. En haltérophilie, le jeune Samir Fardjallah a terminé au pied du podium de la catégorie des 73kg, au mouvement de l'épaulé-jeté, avec une barre à 171kg, lors de son 1er essai, ratant à deux reprises celle à 178kg. A l'arraché, l'Algérien a pris la 6e position avec une barre à 141kg à son second essai, mais ratant la charge de 148kg au 3e, qui lui aura permis de prendre la médaille de bronze. Le cyclisme algérien n'a pas pu avoir les résultats escomptés chez les messieurs avec une 10e place pour Youcef Reguigui et la même pour la jeune Nesrine Houili. Au tir sportif, les athlètes algériens (messieurs et dames) ont été éliminés en qualifications, en Trap, Pistolet air comprimé (10mètres) et carabine mixte (air comprimé). / 2677

Handball/ Algérie : le Sept national laminé par l'Espagne, les Algériennes encore battues

L'ÉQUIPE nationale de handball a échoué à se qualifier aux demi-finales du tournoi des Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran (25 juin – 6 juillet) en se faisant laminer par l'Espagne (31-19), alors que les dames ont bouclé le premier tour par une troisième défaite de suite, à l'occasion de la dernière journée du tour préliminaire, disputée samedi à Arzew et à Aïn El-Turck. Comme il fallait s'y attendre, la sélection masculine n'a pas pesé lourd face à la « Roja » qui s'est baladé tout au long de la partie face à une équipe algérienne impuissante, et qui a montré des insuffisances dans tous les compartiments. Les « Verts » terminent le tour préliminaire avec un bilan de deux victoires, un nul et une défaite, derrière l'Espagne, solide leader avec 8 points, et la Macédoine du Nord (5 pts), qualifiée au dernier carré à la faveur d'une différence de but favorable par rapport aux Algériens. Les joueurs du sélectionneur Rabah Gherbi joueront lundi le match de classement pour la 5e place face à la Tunisie, à la salle du 24-février d'Arzew (15h00). Chez les dames, les coéquipières de Sabrina Zazaï ont résisté aux Tunisiennes, avant de s'incliner au final (20-19), terminant le premier tour à la 4e et dernière place du groupe A avec trois revers en autant de matchs. Les joueuses du sélectionneur Rabah Graïchi vont tenter de se consoler en disputant lundi le match de classement pour la 8e place face à la Macédoine du Nord, à la salle d'El-Hachemi Hantaz d'Aïn El-Turck (10h00). /1576

EN BREF

●L'Italie domine le Maroc (2-1) et rejoint la France en finale

L'équipe italienne de football des moins de 18 ans (U18), s'est qualifiée pour la finale du tournoi des Jeux méditerranéens JM-2022 d'Oran (25 juin – 6 juillet), en battant son homologue marocaine 2-1 (mi-temps : 0-0), samedi soir au stade Abdelkrim Kerroum de Sig. Les Italiens ont ouvert le score grâce à Antonio Raimondo (55e) avant que le même joueur ne récidive pour signer le doublé (63e). Le Maroc a réduit le score dans le temps additionnel par Yassine Khalifi sur penalty (90e+3). Un peu plus tôt dans la journée, la France s'est imposée face à la Turquie (2-0) au stade Ahmed-Zabana d'Oran. Les deux buts ont été inscrits par Amine Abderrahmane Messoussa (8e) et Yvan Junior Ikia Dimi (84e). La finale de la 19e édition des JM entre la France et l'Italie se jouera lundi au Complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran (20h45), et sera précédée par le match pour la médaille de bronze entre la Turquie et le Maroc (17h00). Pour rappel, l'équipe algérienne, dirigée par Mourad Slatni, a été éliminée dès le premier tour avec un bilan d'une victoire et deux défaites.

●La Croatie et l'Espagne passent en finale

Les sélections nationales de Croatie et d'Espagne se sont qualifiées pour la finale du tournoi masculin de volley-ball des JM-Oran 2022, en s'imposant, respectivement devant l'Italie et la France, samedi au Palais des sports Hamou-Boutélilis. Dans la première demi-finale, les volleyeurs croates ont décroché leur qualification en battant les italiens sur le score de 3 sets à 1 (26-24, 25-22, 21-25, 26-24). Pour leur part, les Espagnols se sont imposés devant les Français 3 manches à 0 (25-21, 25-22, 25-22). La finale du tournoi masculin de volley des JM 2022 et le match pour la médaille de bronze se disputeront lundi au Palais des sports d'Oran.

● haltérophilie : l'Algérien Fardjalla au pied du podium à l'épaulé-jeté

L'haltérophile algérien Samir Fardjallah a pris la 4e place du concours de l'épaulé-jeté chez la catégorie des 73kgs, disputé samedi après-midi au Palais des Expositions de la nouvelle ville d'Oran, pour le compte des 19es Jeux méditerranéens qui se poursuivent jusqu'au 6 juillet. Fardjallah a réussi au concours de l'épaule-jeté, une barre à 171kg, lors de son 1er essai, ratant à deux reprises celle à 178kg. A l'arraché, l'Algérien s'est classé en 6e position avec une barre à 141kg à son second essai, mais ratant la charge de 148kg au 3e, qui lui aura permis de prendre la médaille de bronze.

ÉQUIPE DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DE FOOTBALL

Avec l'éternelle reconnaissance du peuple algérien

13 avril 1958. Une date pas comme les autres. Une nouvelle étape dans la guerre d'indépendance. Un des tournants majeurs sur la voie de la liberté retrouvée. Une date symbole que les plus jeunes ne semblent pas connaître. Qui aimerait à figurer en bonne place dans les manuels scolaires car on ne fait pas assez pour rendre l'hommage que méritent ces footballeurs tellement talentueux qui ont décidé de répondre à l'appel de la Patrie. En montant au front à leur manière. Ballon au pied. En dignes ambassadeurs de la cause nationale

PAR AZOUAOU AGHILES



DESCENDUS DROIT DU ...MAQUIS

On ne joue plus. Mais ailleurs, pas en France. L'Algérie, qui mène, dans le silence assourdissant de la communauté internationale, une guerre de libération qui amorce un virage décisif face à la formidable armada de l'armée coloniale soutenue par l'OTAN. Jette toutes ses forces dans la bataille. A besoin de tous ses enfants sur les chemins difficiles de l'indépendance. D'une cause juste gagnant en audience malgré l'influence considérable, dans les travées d'une ONU où les choses semblent bouger, les esprits évoluer à force de persévérance d'une diplomatie algérienne très active. Gagne des points. Pas seulement par l'unique langage des armes, nos vaillants « djounouds », sous équipés, certes ont pour eux la foi en Dieu. La justesse de la cause. Forcément noble. Le courage de se battre pour leurs terres. Pour les leurs. Vivre libre. Un vent de liberté qui soufflera un certain 1er novembre, quatre ans plus tôt et un mouvement révolutionnaire qui n'aura de cesse de gagner en sympathie. Printemps 1958. Il ne fait pas spécialement beau sur un front où l'armée d'occupation aligne les coups durs. Un printemps aux senteurs particulières. Ceux des vestiaires et un ballon que savent si bien manier nos stars de foot disséminés un partout dans l'Hexagone. Qui animent, à force de talent unique, avec plus ou moins de vista, le haut de la hiérarchie du championnat français. Ce qu'on appelle, dans le jargon footballesque, des perles à l'état pur. Très recherchées en somme. Un printemps paraissant plutôt calme à l'approche d'un été agité (sportivement parlant) avec le déroulement, deux mois plus tard (Suède du 8 au 29 juin 58), d'un prestigieux tournoi, le plus prisé de tous, le Mondial de foot, qui a fait révéler au monde un certain Pelé, devenu d'ailleurs roi incontesté et entrés, lui et sa sélection, le Brésil, depuis, dans la légende d'un jeu sans pareil. Roi parmi tous les sports. Le pays des « Vikings » en centre du monde. Destination rêvée pour les stars de tous les horizons. Qui rêvent, en secret, d'y être. Un secret bien gardé qui animait une bande de garçons sûrs de leur choix. Mais de tout autres choix. Sur la même voie tracée, deux années auparavant (Tunis, 1956), par le duo chic et choc Habib Draoua- Ahmed Benelfoul, qui donnera naissance à la fameuse Equipe de l'ALN composée notamment de joueurs descendus droit du… maquis.



UNE BELLE IDÉE

Une sélection comptant également en son sein des joueurs, au statut d'amateur, évoluant alors en Tunisie et en Algérie. 1956, un autre été, un événement qui fera date du côté du village d'IFri (Bejaïa), actuel Ouzellaguen. Un autre tournant avec la tenue (le 20 août, une année jour pour jour après l'offensive (une autre date marquante de la Révolution) dans le Nord-Constantinois, dans la clandestinité, du Congrès de la Soummam portant la griffe indélébile d'un certain Abane Ramdane. Pour beaucoup, historiens et spécialistes de la scène algérienne, un Congrès à la hauteur de la noblesse du combat mené par les enfants d'Algérie et qui marque « le triomphe de l'unité dans le combat, lequel passait par l'élargissement et l'ouverture de la base militante et combattante du FLN à toutes les forces nationales anticolonialistes ». Base militante élargie aux sportifs avec le mini tour du monde de cette équipe de l'ALN qui, en une année seulement (entre mai 1957 et avril 1958, date justement à laquelle le Parti du FLN apposera sa griffe au bas de l'acte de naissance officiel de la sélection du même nom) en allant démontrer la grande qualité d'un effectif que le public du Moyen Orient, en passant par le Maghreb, découvrira avec étonnement. Une grande équipe qu'il ne manquera pas d'applaudir. A l'arrivée, les statisticiens, outre le soutien à la cause indépendantiste, retiendront ces 42 succès enregistrés sonnant comme autant de reconnaissances. Une belle idée qui laissera naturellement place au fameux onze (FLN) indépendantiste à composante quasi-professionnelle, les joueurs évoluant en France métropolitaine décidant, à l'unisson, de plier bagages et quitter le confort de leur statut en s'impliquant dans le mouvement révolutionnaire. En usant de ce qu'ils savaient le mieux manipuler, le ballon et sa forte résonnance. Véritables globe-trotters, les Mustapha Zitouni, Rachid Mekhloufi, Abdelaziz Bentifour, indiscutables pièces-maitresses dans l'échiquier du onze national français qui s'apprête à boucler les derniers préparatifs avant le départ pour Stockholm où a lieu le rendez-vous quadriennal de la balle ronde mondiale. Zitouni proche du grand Real Madrid, et ses camarades, finissent par mettre en forme le projet des projets : un périple à travers le monde où ils apportent leur pierre à l'édifice. Porteront, en héros, la bonne parole là où ils atterrissent.



MILLE MERCIS

Au bout d'une impressionnante série du succès au sortir d'un véritable marathon (la bagatelle de quatre-vingts rencontres, notamment en Europe, en Asie et en Afrique). En véritables pros. La cause algérienne gagne en sympathie. En soutiens de poids malgré l'influence de la partie française qui a, au début, le soutien d'une Fifa prenant fait et cause pour la puissance occupante. Utilise le ton, sans succès, de la menace en agitant les règlements. Mais le monde, conquis et sous le charme de cette sélection, prête l'oreille désormais. Et le communiqué du FLN du 15 avril 1958 n'avait pas tort de souligner, par exemple, l'importance d'une équipe performante sur le plan international pour l'émergence d'une « identité nationale algérienne ». Mille fois raison lorsqu'il qualifie ses joueurs de « patriotes prêts à tout sacrifier pour l'indépendance de leur nation et les présente comme un exemple de courage pour les jeunes Algériens ». Quand Ferhat Abbes et le Président Habib Bourguiba sont à l'accueil des derniers « fugueurs » à Tunis, l'aventure, exaltante, pouvait commencer. La boucle est bouclée quand la « bible » du football français, « France Football », se saisit du sujet à fort renfort de manchettes à la une, c'est la France raciste qui s'en mêle et verse dans l'amalgame, la réaction des dirigeants de la fédération, qui pond quelques mots lourds de sens quand ils insistent, par dépit, sur ces « joueurs indigènes mordant (sic) à pleines dents dans le pain du football que nous leur distribuons. » Des propos qui soulèvent le tollé dans le monde sportif qu'atténuent toutefois de nombreuses voix en sympathie à l'action des joueurs du FLN, Raymond Kopa, Just Fontaine et Roger Piantoni, entre autres qui, depuis la Suède où se déroule le Mondial, assurent Mustapha Zitouni de leur soutien, lui qui aura tant manqué à la sélection française. Après moult péripéties et bien des défis relevés aux quatre coins du globe, la libération est là. Et quand la FFF, le 29 juin 1962 (6 jours avant la proclamation officielle de l'indépendance et les fêtes populaires de folie qui ont suivi) décide de lever la suspension des joueurs algériens professionnels ayant quitté leur club dès qu'ils se mettraient à nouveau à la disposition de leurs employeurs, une superbe revanche sur l'histoire (forcément tourmentée, meurtrière) a fini, enfin, de s'imposer. Une histoire, peut-être loin du fracas des armes, mais authentique celle-là, qui a permis à des jeunes en culottes courtes, mais talentueux, rebelles surtout, d'écrire de belles pages de leur pays. On se souviendra, pour la postérité (merci pour votre combat et sacrifices) que le dernier match des joueurs du FLN remonte à 1970 à Alger, devant 20 000 spectateurs. Des joueurs, des Hommes comme on n'en fait plus. Merci pour tout. Merci à tous ces valeureux artistes qui nous quittés et à la mémoire desquels le pays s'incline, en priant Dieu de prêter longue vie aux trois derniers combattants toujours en vie de cette glorieuse sélection que sont Mohamed Maouche, actuel vice-président de la Faf , l'immense Rachid Mekhloufi et l'inénarrable Defnoun Dahmane. A vous tous vous avez la reconnaissance éternelle du peuple. Mille mercis !

A.A

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:12	12:33	16:25	19:52	21:39
CONSTANTINE	03:20	12:38	16:28	19:55	21:41
ALGER	03:36	12:52	16:42	20:08	21:53
OUARGLA	03:48	12:43	16:24	19:48	21:24
CHLEF	03:42	12:59	16:49	20:16	22:01
MOSTAGANEM	03:48	13:04	16:53	20:20	22:04
ORAN	03:53	13:07	16:56	20:22	22:06

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7334 — LUNDI 4 JUILLET 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	31°	21°
Oran	28°	20°
Constantine	41°	22°
Ouargla	44°	30°

SUITE À LA CRISE UKRAINIENNE

Hakkar : «Des pays de l'Europe de l'Est veulent le gaz algérien»

Le rebond des prix de l'énergies dépassant les 100 dollar/b en raison de la crise ukrainienne, a poussé plusieurs pays à choisir l'Algérie comme fournisseur fiable du Gaz naturel. Selon le PDG de Sonatrach Toufik Hakkar d'ici la fin d'année le groupe signera d'importants contrats avec de nombreux pays, révélant que «l'Algérie est actuellement sollicitée par des pays de l'Europe de l'est» pour l'approvisionnement en gaz.

Hakkar a rendu hier public le bilan des réalisations de l'entreprise exercice 2021 à fin mai 2022, en le qualifiant de «positif», indiquant que la production primaire d'hydrocarbure a enregistré une hausse de 5% par rapport à 2020.

Lors d'une conférence de presse au siège de Sonatrach à Alger, le responsable a affirmé que l'objectif du groupe est de répondre aux besoins de l'Algérie et d'augmenter les exportations energetiques. Selon le bilan présenté au début de la conférence, «la production primaire d'hydrocarbures atteint 79.2 millions de TEP à fin mai 2022, soit en hausse de 2% par rapport aux réalisations à fin mai 2021.

Dans ce cadre, Hakkar a indiqué que Sonatrach envisage d'augmenter la production d'ici la fin



d'année de 3 à 4 %. Ce qui est le volume de ventes d'hydrocarbures comportant les exportations et le marché national, ce dernier s'est élevé à 67.0 million TEP soit une hausse de 0.3.

Quant au chiffre d'affaires à l'exportation réalisé pendant la même période de 2022 il s'elève à 21.5 milliards dollar contre 12.6 milliard dollar à fin mai 2021, une hausse de 70%. Un chiffre dont Sonatrach compte l'augmenter à 50 milliard de dollar à la fin d'année. Le PDG du Groupe Sonatrach a fait savoir par la même occasion, que concernant les importations, il y a eu une baisse de 14% par rapport à fin mai 2021 atteignant 255 000 tonnes soit -70% par rapport à 2020.

Selon lui, cette baisse est expliquée par «la satisfaction des besoins du marché national en carburant». Aussi les réalisations en matière d'investissements en Algérie durant l'année 2021 ont atteint environ 5.1 milliards de dollar. Cependant 87% du total des investissements ; -détaille le bilan- soit 4.4 milliard dollar ont été consenti dans le segment exploration production. Pour le chiffre d'affaire à l'exportation de l'exercice 2021, il a atteint 35.4 milliards dollar contre 20.2 milliard dollar en 2020 soit une augmentation de 75%.

S'agissant de la révision des prix du gaz fourni au différents pays du monde, en Europe et Asie, le PDG de Sonatrach a précisé que les négociations sont très avancées avec les entreprises.

Il est a rappelé que jusqu'à mai dernier, Sonatrach a réceptionné et mis en service plusieurs projets, à l'instar du projet de gisement d'huile de hassi Bir Rekaiz Phase1 ; en partenariat avec PTTEP, le projet du centre de supervision du réseau de transport par canalisation, le groupe a signé aussi un deuxième contrat d'exploration et production d'hydrocarbures sous l'égide de la loi 19-13, sur le gisement Zarzaitine avec le partenaire chinois SINOPEC. Un contrat de réalisation d'unité Methyl Ter-Butul Ether «MTBE» à Arzew a également été signé. En sus de celui du bac de stockage de GNL à Skikda. Sonatrach a aussi réalisé quatre découvertes d'hydrocarbures dont une dans le cadre d'un partenariat.

Sarah Oubraham

Publicité

